



Assemblée générale

Soixante-treizième session

76^e séance plénière

Mardi 23 avril 2019, à 10 heures
New York

Documents officiels

Présidente : M^{me} Espinosa Garcés. (Équateur)

La séance est ouverte à 10 h 25.

Hommage aux victimes des attentats terroristes à Sri Lanka

La Présidente (*parle en espagnol*) : Avant de passer à l'examen de la question inscrite à notre ordre du jour ce matin, je voudrais, au nom de l'Assemblée générale, exprimer nos sincères condoléances et notre solidarité au Gouvernement et au peuple sri-lankais pour les pertes tragiques en vies humaines et les dommages causés par les attentats terroristes qui ont eu lieu pendant le week-end. J'invite à présent les représentants à se lever et à observer une minute de silence à la mémoire des personnes qui ont perdu la vie.

Les membres de l'Assemblée générale observent une minute de silence.

Point 34 de l'ordre du jour (suite)

Prévention des conflits armés

Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables (A/73/741)

La Présidente (*parle en espagnol*) : Les membres se rappelleront que, au paragraphe 31 de sa résolution 73/182 du 17 décembre 2018, l'Assemblée générale a invité la Cheffe du Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables

« , à compter de sa soixante-treizième session, à lui présenter chaque année au mois d'avril les futurs rapports du Mécanisme lors d'une séance plénière organisée au titre du point de l'ordre du jour intitulé « Prévention des conflits armés », dans les limites des ressources existantes ».

En conséquence, l'Assemblée est saisie pour la présente séance d'une note du Secrétaire général transmettant le rapport du Mécanisme, établi conformément à la résolution 73/182 et publié sous la cote A/73/741.

Conformément à la résolution 73/182, je donne maintenant la parole à M^{me} Catherine Marchi-Uhel, Cheffe du Mécanisme, qui va présenter son rapport.

M^{me} Marchi-Uhel (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier l'Assemblée générale et les États Membres de leur invitation annuelle à présenter les rapports du Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011.

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>).

19-11751(F)



Document adapté

Merci de recycler



Le Mécanisme a été créé en décembre 2016 par l'Assemblée générale au titre du point de l'ordre du jour intitulé « Prévention des conflits armés ». Je trouve tout à fait approprié que le débat sur son rapport ait lieu aujourd'hui au titre du même point de l'ordre du jour.

Tout au long de ma carrière, j'ai observé à maintes reprises que la création des cadres juridiques nécessaires et la promotion du respect des règles en favorisant leur compréhension ne suffisaient pas à prévenir les principaux crimes internationaux mais qu'il fallait également garantir leur application. Ce faisant, nous pouvons œuvrer en faveur du changement et d'une paix durable, que ce soit en ex-Yougoslavie, au Rwanda, au Cambodge, en Syrie ou ailleurs.

Nous savons que l'application du principe de responsabilité prend souvent du temps, que nous n'avons pas encore réussi à combler les nombreuses lacunes en matière d'impunité dans divers conflits passés et actuels à travers le monde, et que la justice risque souvent d'être sacrifiée à d'autres intérêts. L'Assemblée générale a fait en sorte que cela ne soit pas le cas pour la Syrie. En créant le Mécanisme, les États ont décidé que nous ne pouvions pas attendre le début d'un processus de justice global pour la Syrie.

C'est aujourd'hui qu'il faut se préparer à la justice et pas dans un avenir lointain. Nous devons agir rapidement pour recueillir, compiler et préserver les informations et les éléments de preuve sur la vaste gamme de crimes commis par toutes les parties. Nous devons faire savoir à ceux qui risquent leur vie tous les jours pour rassembler la documentation que leurs efforts ne seront pas vains. Nous devons assurer aux innombrables survivants que chaque crime fera l'objet d'une enquête approfondie. Plus important encore, en créant le Mécanisme, les États ont envoyé un message sans équivoque aux criminels de toutes parts, et en particulier à ceux qui sont en position de pouvoir : la communauté internationale ne restera pas les bras croisés face aux atrocités.

(l'oratrice poursuit en français)

Mon équipe et moi-même nous sommes vu offrir une opportunité exceptionnelle. Nous avons été chargés de préparer les bases d'une justice pénale globale pour les crimes les plus graves présumés commis en Syrie. Nous avons été mandatés pour constituer des dossiers concernant les personnes responsables de ces crimes afin qu'ils puissent être traduits en justice devant les tribunaux compétents, maintenant et à l'avenir.

Nous incarnons un nouveau modèle de paysage de la justice pénale internationale. C'est un modèle qui est né d'une situation désespérante, puisqu'il résulte avant tout de l'incapacité à faire cesser la commission des crimes et de l'absence de volonté des autorités syriennes de traduire leurs auteurs en justice pour qu'ils soient jugés au terme de procès équitables. Ce modèle est aussi né du blocage, au sein du Conseil de sécurité, empêchant un renvoi de la situation en Syrie à la Cour pénale internationale ou l'adoption d'autres voies d'accès à la justice en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies.

(l'oratrice reprend en anglais)

Toutefois, nous voyons dans le modèle du Mécanisme une occasion de contribuer à remédier à certaines des faiblesses du cadre actuel du droit pénal international. Nous pensons qu'il est possible de combler le fossé entre, d'une part, les missions d'établissement des faits et les commissions d'enquête, et, d'autre part, les cours et tribunaux internationaux.

Nous voyons des possibilités de regrouper et de centraliser de grandes quantités d'informations et de preuves obtenues de la société civile, d'organisations internationales, d'États et d'individus, et d'examiner, de traiter et d'analyser ces informations et ces preuves conformément aux normes du droit pénal international et avec des capacités de haute technologie. Depuis le lancement du Mécanisme en mai 2018, nous avons collecté plus d'un million de documents, et la collecte croît de façon exponentielle avec l'intégration de bases de données entières.

Nous pensons qu'il est possible d'utiliser de nouvelles ressources pour combler les lacunes dans les données existantes en menant des enquêtes ciblées. De même, le modèle du Mécanisme peut aider les acteurs nationaux de la justice pénale dans leurs efforts pour poursuivre des individus pour des crimes commis en Syrie en leur fournissant des preuves, une analyse structurée, une expertise et des contacts entre pairs.

Signe du potentiel d'une approche intégrée entre les acteurs internationaux et nationaux, le Mécanisme a reçu au total 23 demandes d'assistance de services nationaux chargés des crimes de guerre et de systèmes judiciaires nationaux à ce jour. Nous nous attendons à ce que le taux de réception de ces demandes continue d'augmenter. Nous avons commencé à partager des documents avec les juridictions nationales et avons ouvert un dossier lié aux procédures en cours dans une

juridiction internationale. Nous entrevoyons également la possibilité d'ouvrir des dossiers liés à des procédures dans d'autres juridictions dans un proche avenir.

Lorsqu'on a affaire à un conflit pour lequel il existe probablement plus d'images vidéo qu'une personne ne pourrait en visionner au cours d'une vie, il est important d'être stratégique. On reproche souvent aux documentalistes de répéter le travail déjà fait par d'autres. C'est particulièrement le cas, et c'est problématique, lorsqu'on demande aux victimes de revivre inutilement leur traumatisme. Le Mécanisme s'efforce de briser ce cercle en créant un répertoire central des informations et éléments de preuve efficace et efficient.

L'ONU a fait l'acquisition de technologies de pointe pour classer, dupliquer, sécuriser et consulter ces documents. L'aspect des travaux du Mécanisme relatif à la constitution de dossiers présente un certain nombre de difficultés. En particulier, pour certains dossiers, on ne sait pas quelle juridiction peut recevoir le dossier et, par conséquent, quel cadre juridique et procédural peut s'appliquer. Pour relever ce défi, le Mécanisme adopte une approche souple afin de maximiser les chances que ses travaux d'analyse et de constitution de dossiers soient utiles aux juridictions bénéficiaires. Nous avons ouvert deux dossiers, dont l'un concerne les procédures en cours dans une juridiction nationale, comme je l'ai mentionné précédemment.

L'avantage d'élaborer et de construire un nouveau modèle de responsabilité, c'est que nous pouvons tirer les enseignements du passé et veiller à ce qu'une plus grande attention soit accordée à des domaines qui ont été négligés auparavant, tels que certaines catégories de crimes, les crimes contre les enfants et les crimes sexuels et fondés sur le genre. C'est aussi l'occasion de s'attaquer activement aux préjugés sur le lieu de travail et de favoriser une communication et une culture de travail positives pour tous. Mon adjoint et moi-même sommes particulièrement déterminés à faire en sorte que les questions de genre soient prises en compte dans l'ensemble du bureau et dans tous les domaines de notre travail. Ce n'est qu'en garantissant une meilleure prise en compte des questions de genre que nous pourrions nous assurer que tous les membres de notre personnel exploitent pleinement leur potentiel conformément aux tâches qui leur sont assignées et que notre travail de fond aborde efficacement les questions relatives au genre.

Je voudrais formuler une mise en garde concernant la gestion des attentes à ce stade précoce. Le travail qui nous a été confié ne sera pas terminé demain, ce

mois-ci ou à la fin de l'année. Il faut du temps pour recueillir et préparer les éléments de preuve qui prouvent la culpabilité au-delà de tout doute raisonnable, surtout dans le cas de crimes complexes et à grande échelle. Si on multiplie ce temps par le nombre d'auteurs présumés, alors le temps qui devra être consacré à notre travail augmente de façon exponentielle.

Nous utilisons donc au mieux les économies d'échelle et déployons nos ressources limitées aussi efficacement que possible. Depuis que le Secrétaire général a lancé le processus visant à ce que le Mécanisme soit financé au moyen du budget ordinaire pour 2020, nous avons achevé nos travaux préparatoires pour assurer un financement durable du Mécanisme maintenant et dans les années à venir. Je voudrais saisir cette occasion pour demander aux États de continuer à appuyer le passage du Mécanisme au budget ordinaire.

De nombreux États, principalement du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États, des organisations internationales telles que l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, des acteurs des Nations Unies, notamment la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne, et diverses organisations non gouvernementales syriennes, ont déjà conclu avec nous des cadres qui permettent un transfert rapide des informations et des éléments de preuve au Mécanisme. Je voudrais donc demander à tous les représentants des États présents dans cette salle de nous fournir les informations et les éléments de preuve en leur possession et de faciliter l'accès aux témoins et aux victimes sur leur territoire. J'invite une nouvelle fois la délégation de la République arabe syrienne à coopérer avec nous.

En conclusion, le Mécanisme est désormais une réalité. C'est un nouveau modèle qui présente un potentiel considérable. Il offre la possibilité de traiter de grandes quantités d'informations et d'éléments de preuve à utiliser dans le cadre de procédures pénales en rassemblant, préservant et analysant ces informations et éléments de preuve; de préparer le terrain pour une justice globale sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies; d'aider aux enquêtes et aux poursuites dans les juridictions compétentes, s'il y a lieu; et d'incarner la conviction de l'Assemblée générale qu'il ne peut y avoir de paix durable sans justice, et que l'impunité des crimes commis en Syrie n'est que temporaire.

La Présidente (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au Ministre des affaires étrangères et du commerce de la Hongrie.

M. Szijjártó (Hongrie) (*parle en anglais*) : Je représente un pays d'Europe, un continent qui est depuis peu confronté à de nombreux risques pour sa sécurité du fait de l'évolution de la situation dans ses régions du sud et du sud-est. La preuve directe et incontestable de ces évolutions négatives a été l'afflux massif de migrants illégaux en Europe, le défi sécuritaire le plus grave depuis la création de l'Union européenne.

L'instabilité de la situation dans le sud et le sud-est de l'Europe a entraîné un flux continu de migrants, ce qui fait peser une menace sur la sécurité de notre continent. Pour faire face à ces problèmes, l'expression magique à Bruxelles et dans l'Union européenne consiste à « s'attaquer aux causes profondes ». L'une des causes profondes les plus importantes de ces flux migratoires arrivant en Europe a été la situation en Syrie ces dernières années.

Nous devons être honnêtes, au moins envers nous-mêmes, et reconnaître que la communauté internationale a échoué dans la prévention des crimes contre l'humanité et des massacres dans les régions se situant aux frontières du sud et du sud-est de l'Europe. Des millions de personnes ont été contraintes de quitter leurs foyers et les zones ravagées par la guerre. Les conséquences d'une guerre qui fait rage loin de l'Europe se sont également fait sentir au cœur de l'Europe.

La guerre en Syrie s'est transformée en une des pires crises humanitaires de notre siècle. Plus de 5 millions de Syriens ont dû quitter le pays, dont beaucoup en direction du Liban, de la Jordanie et de la Turquie. Je voudrais ici m'arrêter un instant, parce qu'il est important de rendre hommage aux pays – en l'occurrence, le Liban, la Jordanie et la Turquie – qui bordent des pays ravagés par la guerre. Ils viennent en aide à des centaines de milliers, voire des millions, de réfugiés, et renforcent la validité de l'idée selon laquelle nous devrions permettre aux réfugiés de rester aussi près de chez eux que possible, car les retours ne seront réalistes que s'ils se font à partir de lieux proches.

Nous devons également rendre hommage aux États-Unis pour avoir dirigé une coalition mondiale contre l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL), qui a récemment enregistré un certain nombre de succès militaires, grâce auxquels 98 % des territoires précédemment occupés par l'EIIL ont été libérés. Je pense donc qu'il est grand temps que la communauté internationale se fixe un nouvel objectif : aider les personnes qui ont dû fuir leur foyer à rentrer chez elles.

C'est pourquoi je pense qu'il serait très important pour nous de permettre aux réfugiés syriens de rentrer chez eux dès que possible. Toutefois, nous devons prendre conscience du fait qu'il reste beaucoup à faire pour que cela soit possible. Ce serait formidable si nous pouvions changer notre approche et si, au lieu de gérer et d'encourager les flux migratoires, nous cherchions davantage à aider les réfugiés à rentrer dans les foyers qu'ils ont été contraints d'abandonner.

En Hongrie, nous sommes favorables à un règlement pacifique de la situation en Syrie dans la mesure du possible par le biais de négociations conduisant à une solution politique mutuellement acceptable, mais nous savons tous que pour permettre aux gens de rentrer chez eux, nous devons créer des conditions physiques, juridiques et sécuritaires appropriées et faire en sorte que les auteurs de crimes contre l'humanité soient traduits en justice.

Nous ne devons pas nous retrouver dans une situation où l'impunité règne. Nous sommes attachés à la démocratie, à l'état de droit, à des institutions solides, à la compétence universelle et à la justice, ainsi qu'au renforcement du principe de responsabilité. C'est pourquoi, depuis sa création, la Hongrie appuie fermement le Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables – parce que nous sommes fermement convaincus que l'impunité est absolument inacceptable.

Nous nous félicitons donc du récent rapport sur le fonctionnement et les activités du Mécanisme (voir A/73/741). Nous considérons comme un progrès très significatif le fait que le Mécanisme ait approuvé ses principes opérationnels, ce qui lui permettra de mener ses opérations selon les normes les plus élevées possibles. Nous nous félicitons également du fait que le Mécanisme ait été en mesure de recueillir de nouvelles preuves, qui doivent servir de base pour traduire les personnes en justice. À notre avis, il faut respecter le fonctionnement du Mécanisme de manière à établir une coopération efficace avec toutes les parties prenantes concernées, y compris les gouvernements et les institutions étatiques et non étatiques.

Nous devons veiller à ce que l'échange d'informations soit très efficace, en partageant les meilleures pratiques entre les États Membres et en tenant compte des conseils des pays concernés. Nous respectons

l'accent mis dans les opérations du Mécanisme sur la réadaptation des rescapés, qui auront un rôle très important à jouer dans la reconstruction sociale.

Depuis la mise en place du Mécanisme, nous y avons contribué à hauteur de 50 000 euros par an et nous continuerons à le faire. Nous sommes favorables à l'intégration des opérations du Mécanisme dans le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies.

Nous devons être clairs : permettre l'impunité, c'est courir le risque que ceux qui commettent des crimes aussi terribles le fassent à nouveau, ce que nous devons absolument prévenir et éviter.

Enfin, je représente un pays qui n'est pas seulement européen, mais aussi chrétien. La Hongrie est un pays chrétien depuis plus de mille ans, c'est pourquoi j'ai également la responsabilité de m'exprimer au nom des communautés chrétiennes de la région, qui ont souffert et ont été confrontées de manière persistante à la torture et même au risque d'élimination. Malheureusement, nous observons sur la scène internationale des tendances qui donnent à penser que les préjugés à l'égard des chrétiens pourraient être la dernière forme acceptable de discrimination. Nous trouvons cela inacceptable. Il est clair pour nous que le christianisme est devenu la religion la plus persécutée au monde. C'est la raison pour laquelle, dans le traitement des questions du Moyen-Orient – en Syrie et dans la région voisine – il faut aussi prêter attention aux communautés chrétiennes. Nous devons prendre au sérieux toutes les infractions commises à l'encontre d'une minorité ou communauté religieuse, y compris la communauté chrétienne.

Nous avons été un ardent défenseur du Mécanisme, nous le resterons et continuerons à lui fournir un soutien financier.

M. Drobnjak (Croatie) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Belgique, de la Bulgarie, de Chypre, de la Croatie, du Danemark, de l'Espagne, de l'Estonie, de la Finlande, de la France, de la Grèce, de l'Irlande, de l'Italie, de la Lettonie, de la Lituanie, du Luxembourg, de Malte, des Pays-Bas, de la Pologne, du Portugal, de la République tchèque, de la Roumanie, du Royaume-Uni, de la Slovaquie, de la Slovénie et de la Suède.

Nous nous félicitons du débat d'aujourd'hui sur le Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les

personnes qui en sont responsables, qui souligne l'engagement de principe de l'ensemble des États Membres de l'ONU en faveur de la justice pour les crimes graves commis en Syrie.

L'Union européenne s'attache à promouvoir un ordre mondial reposant sur l'état de droit qui n'offre aucun refuge pour les auteurs des crimes les plus graves au regard du droit international. Il ne peut pas y avoir de paix durable sans justice.

Nous tenons à remercier la Cheffe du Mécanisme et son équipe pour le troisième rapport du Mécanisme (voir A/73/741) et pour son leadership. Il nous plaît de constater les progrès accomplis par le Mécanisme au cours de la période considérée et nous nous félicitons de l'ouverture de deux dossiers et de la coopération accrue avec les juridictions. Ces réalisations témoignent de l'acceptation et de l'efficacité du fonctionnement du Mécanisme, même s'il n'a pas encore atteint sa pleine capacité. Nous nous félicitons également des efforts continus déployés par le Mécanisme pour nouer le dialogue et assurer la coordination avec d'autres parties prenantes, en particulier la société civile.

Le conflit en Syrie, qui se poursuit depuis plus de huit ans, a causé d'immenses souffrances. Des millions de personnes ont été confrontées à la famine, aux sièges et aux offensives armées en Syrie, ainsi qu'à des violations flagrantes et constantes des droits de l'homme et du droit international humanitaire, en particulier par le régime syrien. Elles ont été contraintes par millions à aller chercher refuge à l'étranger ou à se déplacer à l'intérieur du pays. Le régime syrien porte l'écrasante responsabilité de la situation humanitaire catastrophique et des souffrances du peuple syrien.

Nous tenons à exprimer notre préoccupation devant l'augmentation du nombre de violations du cessez-le-feu dans la province d'Idlib, en particulier de la part du régime syrien, et nous appelons la Turquie et la Russie à s'acquitter de leurs engagements et à poursuivre le dialogue pour faire face à cette situation. Nous soulignons également la nécessité d'instaurer un cessez-le-feu effectif et durable à l'échelle nationale en République arabe syrienne et nous nous félicitons que l'Envoyé spécial insiste sur la nécessité de libérer les détenus et les personnes enlevées et de clarifier le sort des personnes disparues.

Comme indiqué par les Coprésidents et la communauté des donateurs à la troisième Conférence de Bruxelles sur l'aide à apporter pour l'avenir de la Syrie

et des pays de la région – qui a réuni 57 pays et une vingtaine d'organisations internationales et organismes des Nations Unies en mars 2019 – les conditions en Syrie ne sont pas propices à encourager ou faciliter un retour volontaire organisé, dans la sécurité et la dignité, conformément au droit international.

L'Union européenne réaffirme qu'il ne saurait y avoir de solution militaire au conflit syrien et qu'une solution et une transition politiques sont nécessaires, conformément à la résolution 2254 (2015) du Conseil de sécurité et au Communiqué de Genève de 2012 (A/66/865, annexe), négociées par les parties syriennes dans le cadre du processus de Genève mené sous les auspices de l'ONU. L'Union européenne réaffirme qu'elle ne sera disposée à contribuer à la reconstruction de la Syrie que lorsqu'une transition politique globale, véritable et inclusive sera fermement engagée.

Le principe de responsabilité et la justice transitionnelle fondée sur les garanties d'une procédure régulière favorisant une véritable réconciliation nationale sont des conditions préalables à une paix durable en Syrie. Tous les responsables de violations du droit international, dont certaines pourraient constituer des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité, doivent répondre de leurs actes, notamment ceux qui commettent des crimes contre des groupes religieux, ethniques et autres et des minorités.

Nous sommes et resterons à l'avant-garde des efforts pour faire appliquer le principe de responsabilité et nous continuerons à exiger sans relâche la responsabilité pour les crimes impliquant des violations du droit international, y compris du droit international humanitaire, commis en Syrie. Nous continuerons d'appuyer la documentation des violations des droits de l'homme et d'autres violations et les efforts visant à recueillir des preuves en vue de poursuites judiciaires futures. Nous continuons aussi de demander le renvoi de la situation en Syrie à la Cour pénale internationale.

Le Mécanisme et la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne jouent un rôle important à cet égard. Il est essentiel de renforcer la coopération entre les deux entités et de leur assurer des ressources financières suffisantes, prévisibles et durables.

Outre les contributions des différents États membres de l'Union européenne, la Commission européenne a contribué à la mise en place du Mécanisme, en allouant un montant initial de 1,5 million d'euros pour

les premiers efforts du Mécanisme. L'Union européenne sait gré de tous les efforts déployés à ce jour pour que le Mécanisme devienne pleinement opérationnel.

À la troisième Conférence de Bruxelles, les participants ont renouvelé leur engagement total en faveur de la promotion de la responsabilité et de la justice en tant que partie intégrante d'une réconciliation véritable et durable en Syrie. Les Coprésidents se sont félicités de la mise en place du Mécanisme et de ses efforts continus au service de la justice et du principe de responsabilité. Ils ont appelé la communauté internationale à continuer de veiller à ce que le Mécanisme bénéficie de l'appui et des financements nécessaires. Un événement parallèle sur le thème « Assurer la justice et la paix durable en Syrie » a mis en lumière l'importance cruciale du renforcement de la coopération entre les autorités nationales, la société civile et les mécanismes internationaux de mise en œuvre du principe de responsabilité comme le Mécanisme.

À l'issue de ces délibérations, la Commission européenne a annoncé l'octroi d'une aide supplémentaire de 3 millions d'euros pour aider le Mécanisme à s'acquitter de son mandat, tout en répondant aux besoins en personnel et aux besoins techniques et en développant les capacités analytiques, notamment l'intelligence artificielle, la vision par ordinateur, l'imagerie satellitaire et les méthodes d'enquête à partir de documents non classifiés. Cette aide permettra de compléter d'autres projets financés par l'Union européenne dans le domaine de la responsabilité, de la réconciliation et de la justice transitionnelle dans tout le pays, notamment les travaux de la Commission for International Justice and Accountability et de la Commission internationale pour les personnes disparues.

Enfin, nous nous félicitons que le Secrétaire général ait annoncé qu'il inclurait le financement nécessaire pour le Mécanisme dans le projet de budget ordinaire pour 2020. L'Union européenne souligne la nécessité d'assurer un financement prévisible du Mécanisme par le budget ordinaire de l'ONU à l'avenir, comme c'est le cas pour toutes les autres activités de base de l'Organisation des Nations Unies, et nous encourageons les autres pays à se joindre à nous pour appuyer cette proposition durant les travaux de la Cinquième Commission.

M. Wenaweser (Liechtenstein) (*parle en anglais*) : J'ai le plaisir de prendre la parole au nom des pays suivants : Andorre, Autriche, Belgique, Chili, Costa Rica, Estonie, Géorgie, Guatemala, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Mexique,

Monaco, Pays-Bas, Qatar, Slovénie, Suisse, Turquie et Ukraine, ainsi que mon propre pays, le Liechtenstein.

Nous nous félicitons de ce premier débat officiel sur le rapport du Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables (voir A/73/741), une nouvelle étape dans la volonté de l'Assemblée générale de veiller à ce que les responsables des crimes commis pendant le conflit syrien répondent de leurs actes.

Nous saluons la Cheffe du Mécanisme, Catherine Marchi-Uhel, et la remercions pour la présentation du rapport et, surtout, pour le rôle de premier plan qu'elle a joué depuis la création du Mécanisme. Le travail de son équipe a été caractérisé par les plus hauts niveaux de compétence professionnelle, d'expertise technique, de sérieux et d'engagement à la hauteur de la tâche.

J'ai eu l'honneur de présenter, du haut de cette tribune, le projet de résolution qui a été adopté en décembre 2016 en tant que résolution 71/248, portant création du Mécanisme en tant qu'initiative commune visant à assurer l'application du principe de responsabilité pour les crimes les plus graves au regard du droit international.

La création du Mécanisme a été motivée à parts égales par l'horreur des atrocités commises quotidiennement en Syrie, en particulier lors de l'assaut contre Alep qui était en cours à cette époque, par notre honte et notre frustration collectives face à l'inaction du Conseil de sécurité, et par notre ferme conviction que l'application du principe de responsabilité était non seulement nécessaire, mais aussi possible. Ce fut une initiative quasiment sans précédent, un voyage en terrain inconnu. Nous pouvons dire aujourd'hui, avec conviction et satisfaction, que les espoirs que nous avons placés dans le Mécanisme ont été justifiés, et nos attentes satisfaites, voire dépassées.

Les États, la société civile et le système des Nations Unies ont répondu de façon positive au mandat et aux travaux du Mécanisme. L'illustration la plus manifeste de cette réaction enthousiaste est le vaste échange d'informations qui a permis au Mécanisme de conduire ses travaux efficacement et de produire rapidement des résultats concrets. Nous continuons d'encourager tous les États Membres à faire de même, en particulier ceux qui ne sont pas entrés en contact avec le Mécanisme.

La participation de la société civile, tant nationale qu'internationale, a été essentielle pour le succès du Mécanisme jusqu'à présent, tant en ce qui concerne l'échange d'informations que son acceptation politique. Nous félicitons la société civile pour le travail extrêmement important qu'elle accomplit, souvent dans des circonstances difficiles, et nous saluons les solides relations de travail établies par le Mécanisme, notamment grâce au soutien des États, en particulier dans le cadre du processus de Lausanne.

Il existe des preuves accablantes des nombreuses atrocités commises en Syrie. Il est impératif que tous les documents pertinents soient remis au Mécanisme dans les meilleurs délais. En particulier, il convient de souligner que le Mécanisme a compétence en ce qui concerne l'emploi d'armes chimiques, qui est un crime de guerre en toutes circonstances et peut constituer un crime contre l'humanité. Les efforts entrepris par le Conseil de sécurité à cet égard ont été, au mieux, partiellement couronnés de succès et ont pris fin de manière soudaine et frustrante.

Le Mécanisme est actuellement la seule voie permettant d'établir la responsabilité pénale des personnes responsables de l'utilisation répétée d'armes interdites au niveau international. C'est pourquoi nous demandons de nouveau que toutes les informations collectées par le Mécanisme d'enquête conjoint de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et de l'Organisation des Nations Unies soient remises au Mécanisme, conformément aux dispositions de la résolution 71/248.

Le Mécanisme fait un travail extrêmement important. Il a déjà produit deux dossiers; il a galvanisé les efforts de la communauté internationale pour lutter contre l'impunité pour les atrocités commises en Syrie; il a donné à des milliers de victimes l'espoir que le monde n'est pas, après tout, indifférent à leurs souffrances; et il a montré que des approches novatrices s'agissant de l'application du principe de responsabilité sont possibles et nécessaires et qu'elles peuvent être efficaces.

Toutefois, le Mécanisme ne peut être qu'une réponse partielle à l'énorme défi auquel nous sommes confrontés. Bien qu'il ait de facto compétence en matière de poursuites, il ne s'agit pas d'un tribunal et un vide important reste donc à combler. Dans le même temps, nous voudrions remercier tous les États qui ont intenté des poursuites pénales devant leurs tribunaux nationaux sur la base du principe de la compétence universelle.

Nous espérons vivement que les procédures engagées en Allemagne, aux Pays-Bas, en Suède, en Espagne et dans d'autres pays ne sont que le début de la réponse des États à la situation d'impunité créée par le refus de la justice syrienne de faire son travail et le fait que deux membres permanents du Conseil de sécurité ont bloqué la voie qui mènerait à la Cour pénale internationale (CPI), ce qui correspondait au souhait de la grande majorité des États Membres des Nations Unies.

Nous souhaitons réaffirmer une fois de plus notre position selon laquelle la CPI a été créée, il y a 20 ans, précisément pour le type de situation que connaît la Syrie. Étant donné que les deux tiers des membres du Conseil se sont engagés à respecter le code de conduite du Groupe Responsabilité, cohérence et transparence sur les atrocités criminelles, le Conseil a l'obligation continue de saisir la Cour pénale internationale de la situation.

Si la création du Mécanisme a ouvert une nouvelle voie vers l'application du principe de responsabilité – une voie qui n'est pas propre à la Syrie, comme l'a démontré le Conseil des droits de l'homme en utilisant la même approche pour la situation au Myanmar –, elle a également représenté une importante démonstration de force de l'Assemblée. Face à l'inaction du Conseil de sécurité, l'Assemblée a pris les choses en main en votant à une écrasante majorité pour la création du Mécanisme.

Nous espérons vivement qu'une telle action sera répétée en ce qui concerne d'autres tâches difficiles pour lesquelles le Conseil est dans l'impasse, et il y a lieu de craindre qu'il y en ait beaucoup. La Charte des Nations Unies et la pratique établie de longue date consacrent fermement le fait que l'Assemblée générale dispose d'une grande marge de manœuvre pour prendre des mesures dans les situations qui menacent la paix et la sécurité. Il est clair que l'Assemblée devrait le faire plus fréquemment dans le contexte actuel. L'adoption de décisions importantes et politiquement pertinentes est également le moyen le plus facile et le plus évident de rétablir le rôle de l'Assemblée en tant qu'organe central de décision de l'Organisation des Nations Unies.

Dans le courant de l'année, l'Assemblée sera appelée à achever les travaux prévus dans la résolution 71/248. Nous avons tous décidé en 2016 que le Mécanisme serait initialement financé par des contributions volontaires. Le fait qu'il y ait eu une réponse aussi positive à la demande de financement émanant d'États de toutes les régions témoigne de l'acceptation politique générale dont jouit le Mécanisme.

La phase initiale du Mécanisme international, impartial et indépendant étant terminée, le moment est venu de le financer sur le budget ordinaire, à l'instar du Mécanisme d'enquête indépendant pour le Myanmar. L'Assemblée a donc prié le Secrétaire général d'inclure le financement intégral du Mécanisme international, impartial et indépendant dans son prochain projet de budget, sur lequel l'Assemblée statuera vers la fin de l'année. Nous attendons avec intérêt de travailler avec tous les États pour mener à bien ce processus.

Le travail du Mécanisme est sur la bonne voie. Les choses avancent de manière encourageante et nous avons des raisons d'être optimistes. Nous sommes convaincus que l'acceptation politique du Mécanisme continuera de croître et que la coopération et le partage d'informations par les États vont s'intensifier. Nous sommes déterminés à travailler sur tous ces aspects, mais nous ne perdrons pas de vue non plus l'objectif politique le plus important, sur lequel nous avons encore beaucoup de chemin à parcourir. Le débat sur l'application du principe de responsabilité ne doit pas se dérouler dans une bulle et sans tenir compte du reste de notre conversation sur la Syrie.

Au contraire, nous devrions insister sur l'inclusion de la dimension judiciaire dans le débat sur le processus politique chargé de mettre un terme au conflit et de tracer la voie vers une paix durable pour la Syrie. Dans ce cas particulier, il est évident qu'une paix durable n'est possible que si l'on tient compte du passé et qu'on met en place un processus d'application du principe de responsabilité qui aide à déterminer qui seront les futurs dirigeants du pays.

En juillet, nous nous réunirons dans le cadre du Forum politique de haut niveau pour examiner la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, en mettant l'accent sur l'objectif de développement durable 16. Ce sera pour nous tous une excellente occasion de parler de l'importance de l'accès à la justice pour tous et de la nécessité de disposer d'institutions responsables afin de parvenir à un développement durable.

Toutefois, ces concepts ne sont pas abstraits – ils sont destinés à être appliqués dans la pratique et il n'existe malheureusement pas de meilleure étude de cas pour les illustrer que la situation en Syrie. Nous jugeons encourageants les débats de la troisième Conférence de Bruxelles sur l'aide à apporter pour l'avenir de la Syrie et des pays de la région, qui nous ont montré que les États sont de plus en plus conscients que le principe de

responsabilité doit effectivement faire partie intégrante du processus politique. Cela ne facilitera pas le processus, mais cela pourrait au moins le rendre efficace sur le long terme.

À cette même conférence à Bruxelles cette année, un représentant d'une organisation non gouvernementale syrienne a déclaré que le meilleur moment pour les victimes du conflit syrien ces dernières années avait été le jour de la création du Mécanisme. L'effort de paix en Syrie ne sera couronné de succès que s'il répond aux besoins du peuple syrien.

M^{me} Al-Thani (Qatar) (*parle en arabe*) : Je vous remercie, Madame la Présidente, d'avoir convoqué la présente séance, qui est la première séance officielle en application de la résolution 73/182 sur une importante question en raison de ses dimensions juridiques et humanitaires. Je remercie également M^{me} Catherine Marchi-Uhel, Cheffe du Mécanisme international, impartial et indépendant pour la République arabe syrienne pour la présentation de son rapport (voir A/73/741). Je remercie par ailleurs le personnel du Mécanisme pour ses efforts.

Je m'associe à la déclaration que vient de faire le Représentant permanent du Liechtenstein.

L'État du Qatar est attentif au Mécanisme en raison de la responsabilité juridique et morale de garantir la justice pour les victimes et de promouvoir les perspectives d'une paix durable en Syrie. Cela ne peut se faire sans justice et sans responsabilité. Cette position est conforme à la politique constante de l'État du Qatar pour renforcer les droits de l'homme aux niveaux international et régional, en coopération avec l'Organisation des Nations Unies et les partenaires internationaux.

La présente séance est le reflet de la grande attention que porte la communauté internationale au Mécanisme et de sa volonté de rejeter l'impunité et d'obtenir que les auteurs des crimes les plus graves au regard du droit international répondent de leurs actes. L'importance du Mécanisme tient au fait que les garanties juridiques en Syrie sont insuffisantes au niveau national. Les efforts internationaux sont donc importants pour activer le Mécanisme et faire face aux signes évidents d'impunité et aux tentatives de dissimuler les faits liés à l'emploi d'armes chimiques et à d'autres crimes.

Le troisième rapport du Mécanisme souligne les progrès tangibles qui ont été accomplis dans la mise en œuvre du mandat qui lui a été confié en tant que

dépositaire central des informations et des éléments de preuve sur les crimes commis en Syrie. En effet, des efforts exceptionnels ont été déployés pour réunir, stocker et organiser l'information, ainsi que pour rassembler des preuves éparses. Aujourd'hui, le Mécanisme dispose de plus d'un million de données, qui joueront un rôle important dans la détermination de la responsabilité pénale de diverses personnes.

Nous saluons le leadership dont fait preuve le Mécanisme en appliquant les normes professionnelles les plus élevées et des technologies de pointe pour accroître son efficacité et sa performance. À cet égard, nous encourageons les dirigeants du Mécanisme à continuer d'appliquer une conception sans exclusive de la justice et à être un modèle exemplaire d'institution efficace et responsable. Nous espérons que le Mécanisme sera pleinement opérationnel dès que possible.

Afin d'assurer la mise en œuvre du mandat du Mécanisme, il sera nécessaire de le financer sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, à partir de 2020. Cela contribuerait à son financement durable afin d'assurer une meilleure prévisibilité, de réhausser son statut d'organe des Nations Unies, de renforcer sa crédibilité et de garantir son indépendance.

L'État du Qatar a versé 1 million de dollars à l'appui du Mécanisme en 2019. Nous soulignons qu'il importe que les États continuent d'appuyer politiquement le Mécanisme et de coopérer avec lui en lui fournissant des informations et des preuves des violations commises. Nous soulignons également l'importance d'une coordination efficace dans l'échange d'idées, d'expériences, d'informations et de preuves entre le Mécanisme et les organisations internationales; les entités des Nations Unies, telles que l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne; et les organisations de la société civile. À cet égard, nous appuyons les recommandations formulées dans le troisième rapport du Mécanisme sur la coopération avec les organisations internationales, les États et la communauté internationale.

Pour terminer, nous exprimons notre confiance dans le travail accompli par le Mécanisme dans l'exercice des fonctions qui lui ont été confiées par l'Assemblée générale et dans l'obtention des résultats escomptés, afin de défendre les intérêts du peuple frère syrien et les principes de la justice internationale.

M. Al Arsan (République arabe syrienne) (*parle en arabe*) : Tout d'abord, ma délégation tient à souligner que sa participation à la séance d'aujourd'hui et à ce débat public consacré au Mécanisme international, impartial et indépendant pour la Syrie ne doit pas être interprétée comme une reconnaissance par la République arabe syrienne de l'existence du Mécanisme ou de ses mandats, compétences, activités ou travaux.

Ce que l'on appelle le Mécanisme sera toujours un organe illégal. Il était mort-né et le restera à jamais. Il ne signifie rien pour la République arabe syrienne. Il n'a de sens que pour les représentants des gouvernements qui ont violé la Charte des Nations Unies et appuyé la création d'un tel organe. Les gouvernements qui financent cet organe depuis 2016 essayent d'impliquer les États Membres de l'Organisation des Nations Unies dans des tentatives de financement de cet organe illégal par le biais du budget ordinaire de l'ONU.

Comme mes collègues le savent, la République arabe syrienne et d'autres pays ont, à plusieurs occasions, adressé des lettres au Secrétaire général et à la présidence de l'Assemblée générale. La dernière lettre en date a été publiée sous la cote A/73/562. En annexe de ce document figure une note d'information sur le caractère inopérant de toute promotion ou légalisation d'un acte illicite. Cette note révèle les graves lacunes juridiques qui ont entaché le prétendu « Mécanisme ». Elle prouve que la résolution 71/248, qui a conduit à la création du Mécanisme, n'est pas le fruit d'un consensus, mais plutôt le résultat d'un maigre majorité et d'un processus d'exclusion mené par deux délégations – un processus qui reposait principalement sur des pratiques politiques et financières polarisantes qui menacent maintenant l'efficacité et l'équilibre du travail de l'ONU. Certains de mes collègues ne savaient peut-être pas que le Secrétariat, tout comme les gouvernements qui promeuvent le prétendu « Mécanisme », sera toujours incapable de réfuter toute preuve et tout argument juridiques présentés dans cette étude juridique et dans nos précédentes lettres.

Aujourd'hui, nous présentons à l'Assemblée des preuves juridiques fondées des violations de la Charte des Nations Unies qui ont été commises lors de la création du prétendu Mécanisme. La Charte sert d'arbitre principal entre nous. Nous l'utilisons comme une boussole et un guide dans nos travaux visant à atteindre les nobles objectifs fixés par les fondateurs de l'Organisation des Nations Unies, il y a 73 ans. La première de ces violations juridiques réside dans le fait que la résolution

71/248, qui a été adoptée sans consensus et qui a abouti à la création du prétendu Mécanisme, constitue une violation grave du paragraphe 1 de l'Article 12 de la Charte, qui dispose que :

« Tant que le Conseil de sécurité remplit, à l'égard d'un différend ou d'une situation quelconque, les fonctions qui lui sont attribuées par la présente Charte, l'Assemblée générale ne doit faire aucune recommandation sur ce différend ou cette situation, à moins que le Conseil de sécurité ne le lui demande ».

Comme l'Assemblée le sait, le Conseil de sécurité continue d'assumer pleinement ses responsabilités et son mandat en ce qui concerne la situation en Syrie, ce qui fait de l'ingérence de l'Assemblée générale, sans demande du Conseil de sécurité, une violation totale des dispositions de l'Article 12. Étant donné que nous parlons de compétences et de mandats, j'appelle tous les membres de l'Assemblée à lire attentivement les Articles 10, 11, 12 et 22 de la Charte, qui énoncent clairement les mandats de l'Assemblée générale. Ces articles ne mentionnent nullement que l'Assemblée générale est dotée du pouvoir ou du mandat de créer un organe d'enquête, un organe judiciaire ou un mécanisme tel que celui dont nous traitons aujourd'hui, car ce mandat est exclusivement conféré au Conseil de sécurité.

Nous ne faisons que présenter certaines des violations juridiques commises par l'Assemblée générale lorsqu'elle a adopté sans consensus la résolution 71/248. Ce sont toutes des violations graves dont les conséquences feront du prétendu Mécanisme une entité illégale, qui ne sera pas acceptée par les Nations Unies. Je voudrais souligner certaines de ces conséquences juridiques.

Premièrement, le prétendu Mécanisme ne saurait être considéré comme un organe subsidiaire créé par l'Assemblée générale. En conséquence, le Secrétaire général n'aurait pas dû prendre les décisions de nommer un chef et un chef adjoint du Mécanisme ni de créer son secrétariat. Deuxièmement, le prétendu Mécanisme n'aurait pas dû bénéficier d'un statut ni d'une personnalité juridique. Troisièmement, et en conséquence, le prétendu Mécanisme n'a pas la compétence pour conclure des accords avec des États Membres ou toute autre entité. Quatrièmement, l'ONU ne doit allouer aucune partie de son budget ordinaire à l'appui de la création du prétendu Mécanisme ou de ses travaux. Cinquièmement, aucune information ou preuve recueillie, archivée et analysée par le prétendu Mécanisme ne

peut être invoquée comme preuve valable si des poursuites pénales devaient être engagées à l'avenir.

Pour dissiper tout doute sur ce que je dis, je vais donner à l'Assemblée un exemple récent de bonne pratique dans le cadre des travaux de l'ONU dans ce domaine. C'est un bon et louable exemple qui prouve que le Conseil de sécurité est le seul organe doté du pouvoir exprès de créer de tels mécanismes et que la création de tels mécanismes doit reposer sur une demande du Gouvernement de l'État concerné, à l'issue de consultations avec ce gouvernement et après la conclusion d'un accord sur les conditions et modalités des travaux de ces organes juridiques. Comme les membres s'en souviendront peut-être, je fais référence ici à la résolution 2379 (2017) du Conseil de sécurité, qui porte sur la situation en Iraq, pays frère. Au paragraphe 2 de cette résolution, le Conseil prie le Secrétaire général

« de constituer une Équipe d'enquêteurs, dirigée par un Conseiller spécial, à l'appui des efforts engagés à l'échelle nationale pour amener l'EIIL (Daech) à rendre des comptes, en recueillant, conservant et stockant des éléments de preuve en Iraq d'actes susceptibles de constituer des crimes de guerre ».

Avant l'adoption de cette résolution par le Conseil de sécurité, le Secrétaire général a tenu de longues consultations avec le Gouvernement iraquien. Ils ont été en communication pendant plusieurs mois jusqu'à ce qu'un accord soit conclu sur les critères et le code de conduite régissant les activités de l'Équipe d'enquêteurs. Tout cela a eu lieu avant que le Conseil n'adopte par consensus la résolution 2379 (2017).

Toutefois, en ce qui concerne la création du prétendu Mécanisme, aucune consultation ni coordination n'a eu lieu avec le Gouvernement de la République arabe syrienne, qui n'a pas demandé l'assistance de l'ONU à cet égard. Surtout, l'Assemblée générale a outrepassé ses pouvoirs et a malheureusement porté atteinte au mandat du Conseil de sécurité en créant un organe qu'elle n'a pas le pouvoir de créer.

J'ai présenté des preuves juridiques réalistes et bien établies. Nous pensons que la majorité des États Membres resteront vigilants et prudents lorsqu'ils considéreront les graves conséquences juridiques et politiques des tentatives malveillantes de promouvoir le prétendu Mécanisme. Ceux et celles qui appuient la création de cet organe illégal ont malheureusement piégé l'Organisation des Nations Unies en l'obligeant à

créer un précédent illégal qui contourne le droit international et ses principes. Il s'agit d'un précédent fondé sur des concepts controversés, tels que la compétence universelle. En conséquence, ce mécanisme illégal sert de modèle qui pourrait être utilisé par ceux et celles qui ont une influence politique et financière au sein de l'ONU, chaque fois qu'ils décideront de s'ingérer dans les affaires intérieures d'autres États Membres.

Nous demandons à tous les membres de l'Assemblée générale d'examiner attentivement le contenu des rapports préparés par la Cheffe du prétendu Mécanisme, en particulier le troisième rapport (voir A/73/741). Dès le début, les responsables du Mécanisme ont adopté une position hostile et partielle à l'égard de la République arabe syrienne, dans le but de fragiliser le statut et la position de ses institutions juridiques et judiciaires nationales. Je demande aux membres d'être vigilants lorsqu'ils lisent leurs rapports, qui contiennent des termes et des critères qui ne figurent pas dans la résolution adoptée sans consensus qui a créé le prétendu Mécanisme. En outre, ils profitent de l'ambiguïté de la résolution et cherchent à étendre les prérogatives et les activités du prétendu Mécanisme pour en faire un organe judiciaire doté de pouvoirs que seuls les organes judiciaires nationaux des États Membres possèdent.

Pire et plus dangereux encore, la Cheffe du prétendu Mécanisme et ses autres dirigeants se sont lancés dans une basse campagne de promotion de leur travail illégal, affirmant que le Mécanisme est devenu le répertoire central des informations et éléments de preuve attestant de crimes qui auraient été commis en République arabe syrienne depuis mars 2011. Ils ont même conclu des accords et des protocoles de coopération avec des gouvernements et d'autres entités et organisations.

Je voudrais m'interroger sur la gravité de la pratique consistant à recueillir, à conserver et à stocker ces prétendus éléments de preuve dans des répertoires à Genève, à près de 3 000 kilomètres de la République arabe syrienne, sans aucune coopération ni coordination avec le Gouvernement syrien, le pays concerné. Le Mécanisme coopère et se coordonne avec des gouvernements qui, depuis le premier jour de la crise en Syrie, sont hostiles au Gouvernement syrien. Cette collusion entre eux et cet antagonisme envers la Syrie ont encouragé l'afflux de dizaines de milliers de combattants terroristes étrangers sur le territoire syrien.

Je voudrais poser une question logique très simple mais néanmoins importante. Qui pourrait s'attendre à ce

que le Gouvernement de la République arabe syrienne, ou tout autre gouvernement, accepte que des prétendus éléments de preuve soient recueillis en dehors de ses frontières nationales par une entité aussi bizarre que le « Mécanisme », créé sans le consentement du pays concerné et sans le consulter, en violation de la compétence de l'Assemblée générale et, surtout, sans les garanties et critères minimaux concernant la crédibilité de la garde permanente qui sont définis en droit pénal?

Une réponse honnête et experte à cette question montrerait que les rapports publiés par la Cheffe du prétendu Mécanisme ne font que promouvoir un produit de qualité inférieure dans le seul but d'exercer des pressions politiques sur le Gouvernement syrien et sur ses alliés, après avoir mené une guerre par adversaires interposés au nom de la communauté internationale contre le terrorisme de Daech, d'Al-Qaida, du Front el-Nosra et les combattants terroristes étrangers en provenance d'une centaine de pays qui se sont rendus en masse en Syrie. Ces informations figurent dans les rapports des équipes du Conseil de sécurité sur la lutte contre le terrorisme.

Les responsables du prétendu Mécanisme, de concert avec les gouvernements qui le promeuvent, s'efforcent de trouver un moyen d'alléger le fardeau que représente le fait de le financer eux-mêmes. Les États Membres doivent se méfier de leurs manœuvres pour ne pas avoir à financer le « Mécanisme ». Ils voudraient faire payer aux États Membres la facture de ses activités illégales et leur faire porter la charge de son financement en l'inscrivant au budget ordinaire de l'ONU. Nous devons être prudents en ce qui concerne les charges et les dépenses qui en découlent, étant donné que les mandats confiés au prétendu Mécanisme ne sont pas sujets à un lieu ni à un temps déterminés et ne contiennent aucune restriction ni critère conforme à la Charte des Nations Unies ou aux pratiques établies.

La situation politique en République arabe syrienne se trouve à un tournant décisif. Le processus politique progresse sous les auspices de l'ONU, grâce aux travaux de l'Envoyé spécial du Secrétaire général. Toutefois, ce processus reste fragile et difficile, car un certain nombre de gouvernements ont rejeté le processus en cours parce qu'il est dirigé par la Syrie et qu'il n'est pas soumis à une ingérence étrangère négative.

Pour cette raison, il incombe à l'ONU et au Secrétaire général de relever le véritable défi, à savoir préserver la crédibilité du processus politique et dissocier le Secrétariat de toute pression politique et

financière ou de toute tentative de polariser les opinions des États Membres qui promeuvent le « Mécanisme » sous prétexte d'instaurer une justice dite de transition en Syrie.

En conséquence, mon pays estime que toute mesure prise par le Secrétariat pour promouvoir le prétendu Mécanisme accroîtra la pression exercée sur le processus politique ou constituera une menace réelle pour ce processus, soulevant ainsi de sérieuses questions quant au professionnalisme et à l'impartialité de l'ONU en tant que facilitatrice du processus politique en Syrie. Dans ce contexte, mon pays rejette expressément et de manière catégorique toute suggestion du Secrétariat laissant entendre que le prétendu Mécanisme n'est pas lié au processus politique.

Je voudrais rappeler à l'Assemblée et au Secrétariat que les bailleurs de fonds et les partisans du « Mécanisme » sont ceux-là mêmes qui tentent de s'ingérer de manière néfaste dans le processus politique en Syrie en empêchant le retour des réfugiés et des déplacés syriens dans leurs foyers, en entravant le financement de la reconstruction et du redressement en Syrie et en perpétuant le blocus économique étouffant qui frappe le peuple syrien et mine tous les aspects de sa vie quotidienne.

Malgré la guerre terroriste qui est menée contre elle, les États Membres peuvent être assurés que la République arabe syrienne se targue de disposer d'organes et d'institutions nationaux, juridiques et judiciaires bien établis qui ont la capacité et la volonté réelles de rendre justice, sanction, réparation et réconciliation. Si les organes juridiques spécialisés de l'ONU souhaitent fournir un appui technique à la République arabe syrienne dans le but de renforcer les capacités de ces institutions nationales, ils savent à qui s'adresser en Syrie. Ils savent aussi très bien à quelle porte ils doivent frapper et les règles de procédure qu'ils doivent suivre lorsqu'une telle assistance technique est fournie.

Enfin, nous nous adressons aujourd'hui aux esprits éclairés et à la conscience des représentants des gouvernements qui continuent de donner poids et valeur à la Charte. Ces gouvernements refusent de faire montre de déférence à l'égard des pays qui ont une influence politique, économique et militaire et qui cherchent à se mêler du destin des peuples du monde et à s'ingérer dans les affaires intérieures d'autres États. Nous les appelons à faire preuve du plus grand sens des responsabilités dans la défense de la diplomatie multilatérale et à protéger et respecter les relations internationales et la Charte.

Nous appelons simplement tous les membres à examiner ce que nous avons présenté aujourd'hui en termes d'éléments de preuve juridiques, réalistes et non politisés. Nous leur demandons d'examiner les motivations politiques malveillantes des responsables de la création du prétendu Mécanisme international, impartial et indépendant. Nous sommes convaincus qu'une fois que cela sera fait, la décision sage et juste qui s'impose sera prise et que cet organe illégal sera alors rejeté. Je demande aux membres de se dissocier de toute forme de coopération avec ce mécanisme, car il s'agit d'une entité irrégulière qui n'appartient pas aux cadres établis de l'Organisation des Nations Unies. Nous ne doutons pas que les membres s'opposeront à toute tentative de la part de certains gouvernements de les impliquer et de leur faire porter le fardeau du financement de cet organe illégal par le budget ordinaire de l'ONU.

Je demande aux membres d'excuser la longueur de ma déclaration, mais notre pays et notre nation ont des milliers d'années d'histoire. Le peuple de notre pays tente d'échapper à la crise et d'éliminer le terrorisme et ses conséquences. Il veut aller de l'avant. La nation et le peuple syriens ne permettront à personne, quel qu'en soit le prix, de manipuler la Charte pour tenter d'influencer le sort de mon pays, la République arabe syrienne.

M. Stefanile (Italie) (*parle en anglais*) : L'Italie s'associe aux déclarations faites par les représentants de la Croatie et du Liechtenstein et souhaite ajouter quelques remarques à titre national.

Tout d'abord, nous voudrions remercier M^{me} Marchi-Uhel de son troisième rapport (voir A/73/741) sur les travaux du Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables, ainsi que de ses réflexions sur la tâche ardue et importante qui nous attend.

Au cours des huit années qui se sont écoulées depuis son déclenchement, le conflit syrien a entraîné des souffrances humaines dévastatrices, ainsi que des sièges, des famines, des bombardements aveugles de civils, des déplacements de populations, des disparitions, des meurtres d'innocents, des atrocités terroristes et l'utilisation répétée d'armes chimiques. Malgré l'attachement à une solution politique réitéré collectivement à tous les niveaux, une solution militaire est toujours recherchée au prix intolérable de vies innocentes, en particulier celles d'enfants et de femmes.

Nous sommes reconnaissants à l'ancien Envoyé spécial, M. Staffan de Mistura, pour les efforts inlassables qu'il a déployés pendant son mandat. Nous appuyons fermement l'Envoyé spécial actuel, M. Geir Pedersen, qui a adopté une approche holistique s'agissant de la mise en œuvre de la résolution 2254 (2015) en vue de promouvoir un environnement sûr et neutre qui puisse mener à un processus constitutionnel crédible et à des élections libres et régulières sous la supervision de l'ONU.

La pleine mise en œuvre de la résolution 2254 (2015) demeure le seul moyen de sortir de la crise. Pour parvenir à une véritable réconciliation et à une paix durable, il est essentiel d'établir les responsabilités pour les atrocités commises au cours de ce terrible conflit. Il est impératif que les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre commis à grande échelle, en particulier les violences sexuelles, les crimes sexistes et les crimes contre les minorités, ne restent pas impunis.

C'est pourquoi nous appuyons fermement le Mécanisme, car nous restons convaincus qu'il peut apporter une contribution importante à l'établissement des responsabilités, à la collecte de preuves sur les atrocités, à la vérification des faits, à la collecte et à la préservation des éléments de preuve et à la préparation des procès. À cet égard, nous nous félicitons de ce troisième rapport et encourageons les autorités nationales à continuer d'intensifier leurs efforts de coopération avec le Mécanisme afin de traduire en justice les responsables de ces crimes odieux.

En ce qui concerne le financement, l'Italie figure parmi les États Membres qui contribuent de manière significative au Mécanisme depuis sa création. Nous nous félicitons de la transition en cours vers le budget ordinaire de l'ONU et sommes prêts à verser une contribution volontaire pour 2019 afin d'aider à couvrir cette transition.

L'Italie réaffirme son plein appui aux mécanismes existants créés par l'Assemblée générale et le Conseil des droits de l'homme pour faire en sorte que les auteurs de crimes graves commis dans le contexte du conflit syrien répondent de leurs actes. Nous sommes fermement convaincus que la justice est une condition essentielle d'une paix durable en Syrie et dans l'ensemble de la région.

M^{me} Juul (Norvège) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom des pays nordiques – le

Danemark, l'Islande, la Suède, la Finlande et mon propre pays, la Norvège.

Je regrette que nombre des déclarations que nous avons faites ces dernières années doivent être répétées. Les milliers de personnes qui ont disparu, qui ont perdu des êtres chers, qui ont été torturées, affamées et gazées ou qui ont dû quitter leur foyer méritent justice. Nous demeurons profondément préoccupés par le mépris flagrant et constant du droit international et par les violations systématiques des droits de l'homme et du droit international humanitaire en Syrie, commises en masse par le régime syrien.

Sans attribution des responsabilités ni justice de transition, une paix durable restera hors de portée. Les responsables de crimes internationaux doivent être traduits en justice. Depuis le début du processus, les pays nordiques sont de fervents partisans du programme d'attribution des responsabilités et de la création du Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables.

Nous restons convaincus que le renvoi de la situation en Syrie à la Cour pénale internationale est la meilleure option pour que les responsables des crimes les plus graves qui ont été commis répondent de leurs actes. Nous continuons de regretter l'impasse dans laquelle se trouve le Conseil de sécurité sur cette question.

Nous remercions le Mécanisme de son dernier rapport en date (voir A/73/741) et de son action dévouée. Le Mécanisme est l'organe de liaison pour une approche globale de l'attribution des responsabilités en Syrie fondée sur la collecte de preuves par les organisations de la société civile afin de constituer des dossiers à des fins de poursuites par des entités internationales.

Des atrocités ont été commises de toutes parts et elles restent monnaie courante en Syrie. Les pays nordiques se félicitent de la prise en compte systématique dans les travaux du Mécanisme de la problématique femmes-hommes et de l'intégration de compétences spécialisées en matière de crimes sexuels et fondés sur le genre et de crimes contre les enfants.

En outre, nous nous félicitons de l'objectif de promouvoir l'objectif de développement durable 16 en encourageant un accès égal et universel à la justice. Nous nous félicitons également de l'engagement à suivre

une démarche axée sur les victimes et à contribuer à des objectifs plus larges de justice transitionnelle.

Le Mécanisme contribue considérablement à garantir la justice au peuple syrien. Les pays nordiques saluent l'annonce faite par le Secrétaire général selon laquelle le financement nécessaire au Mécanisme sera inclus dans le projet de budget ordinaire pour 2020. Le Mécanisme est trop important pour dépendre uniquement de contributions volontaires. Nous demeurons pleinement attachés à ses travaux et à son mandat.

M. Nasimfar (République islamique d'Iran) (*parle en arabe*) : Je voudrais tout d'abord exprimer les sincères condoléances et la solidarité de mon pays au peuple, au Gouvernement et à la Mission permanente de Sri Lanka à la suite des récents attentats terroristes perpétrés à Colombo. Malheureusement, l'annonce tragique d'actes terroristes à travers le monde devient une effroyable routine, ce qui tend à montrer que la communauté internationale a encore un long chemin à parcourir pour trouver une solution à ce phénomène abject.

La République islamique d'Iran appuie la lutte contre l'impunité, l'attribution des responsabilités et la préparation de l'administration de la justice d'une manière non sélective et inclusive. Malheureusement, l'expérience a montré que l'ONU n'a pas été en mesure de maintenir une approche cohérente et juste s'agissant de prévenir les conflits et de mettre fin à l'impunité. La situation actuelle se caractérise par la partialité et le deux poids deux mesures, certains pays devant faire les frais de considérations politiques tandis que d'autres pays recueillant les faveurs commettent des atrocités qui sont toujours ignorées, quelle que soit leur gravité.

C'est exactement l'histoire du Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables, que certains pays ont réussi à créer à l'Assemblée générale par une résolution adoptée à l'issue d'un vote qui n'a réussi à recueillir qu'une faible majorité (résolution 71/248).

Lorsqu'on regarde la situation du monde à l'heure actuelle, il semble évident que pour certains partisans du Mécanisme, la justice n'a aucune importance. Si elle en avait, pourquoi alors les partisans du Mécanisme n'ont-ils pas tenté de créer des mécanismes similaires pour le Yémen ou la Palestine, où un nombre incalculable de

crimes horribles ont été commis et continuent de l'être? L'évolution récente de la situation à la Cour pénale internationale montre encore une fois que l'état de droit est défié et affaibli d'une manière ou d'une autre par la primauté de la force.

Ces dernières années, la République arabe syrienne a beaucoup souffert du terrorisme et de l'extrémisme d'origine étrangère. Le peuple et le Gouvernement syriens ont payé un lourd tribut dans leur lutte contre les sombres éléments du terrorisme et contre celles et ceux qui parrainent, arment et appuient financièrement, logistiquement et idéologiquement ces éléments depuis l'extérieur du pays. Il incombe à la communauté internationale de soutenir la Syrie dans sa lutte contre le terrorisme et l'extrémisme. Tous les pays ont l'obligation de priver les groupes terroristes en Syrie de leur liberté d'opérer et de circuler ainsi que de tout appui financier, matériel ou politique et, le cas échéant, d'extrader les membres de ces groupes ayant été arrêtés en application du principe « extraditer ou poursuivre ».

L'impunité pour les terroristes ne sera pas tolérée. La responsabilité de traduire en justice ces terroristes, y compris les combattants terroristes étrangers, qui ont commis d'innombrables crimes contre le peuple syrien revient au Gouvernement syrien. L'ONU doit avant tout aider le Gouvernement syrien à cette fin. Toute initiative de l'Organisation des Nations Unies doit consister à appuyer le Gouvernement syrien dans ses efforts de lutte contre le terrorisme. Or la création du Mécanisme représente un tel manquement absolu à l'état de droit et à la Charte des Nations Unies qu'elle porte gravement atteinte à sa légitimité et à sa validité juridique. Les répercussions juridiques et politiques de la perversité du Mécanisme sont notamment les suivantes.

Premièrement, il a été créé en violation de la Charte des Nations Unies, en particulier du paragraphe 7 de l'Article 2, car il a été conçu pour intervenir dans des affaires qui relèvent essentiellement de la compétence nationale d'un État de l'Organisation des Nations Unies. En vertu du même article, la seule exception admissible à cette règle est l'application des mesures de coercition prévues au Chapitre VII de la Charte. La décision politique de l'Assemblée générale de créer le Mécanisme peut donc être qualifiée d'*ultra vires*, en violation du paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte des Nations Unies, ainsi que de l'Article 12, puisqu'au moment de l'adoption de la résolution de l'Assemblée générale, la crise en Syrie était en train d'être examinée par le Conseil de sécurité.

Deuxièmement, nous ne sommes pas convaincus que la création d'un mécanisme sans consultation ni participation du pays concerné puisse donner des résultats concrets ou significatifs. Les preuves des atrocités commises en Syrie ne peuvent être recueillies, étayées et conservées qu'en Syrie, et non en Suisse, ni en s'appuyant sur des sources non vérifiées et anonymes ou en provenance de gouvernements et de parties qui ont se sont mêlés aux groupes terroristes ou les ont appuyés. Dans le même ordre d'idées, les crimes commis en Syrie doivent être jugés en Syrie; dans le cas contraire, les activités du Mécanisme pourraient s'apparenter à une application du principe de compétence universelle, qui est hautement controversé.

Troisièmement, il est évident que l'intention principale derrière la création du Mécanisme était de promouvoir un programme politique sous le couvert d'une quête de justice. Il est clair que le Mécanisme a été créé pour exercer des pressions politiques sur le Gouvernement syrien immédiatement après la reconquête par l'Armée syrienne des quartiers est d'Alep qui étaient aux mains des terroristes. Pour cette raison, on peut supposer sans risque de se tromper que l'impartialité et l'indépendance du Mécanisme ont été compromises à la lumière des mêmes considérations politiques. Il est donc difficile d'imaginer comment le Mécanisme pourrait mettre en cause les principaux parrains du terrorisme en Syrie.

Enfin, nous continuons d'affirmer que seul le peuple syrien, loin des pressions extérieures, doit décider de son avenir politique par l'intermédiaire d'un processus de paix authentique, conduit et pris en main par les Syriens, qui pourrait déboucher sur une paix durable et sur la réconciliation nationale.

M. Alotaibi (Koweït) (*parle en arabe*) : Je vous remercie, Madame la Présidente, d'avoir convoqué cette importante séance sur le Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables. Je remercie également M^{me} Catherine Marchi-Uhel d'avoir présenté le troisième rapport du Mécanisme (voir A/73/741), ainsi que de ses efforts et de ceux de son équipe pour faire en sorte que les auteurs des crimes commis en Syrie répondent de leurs actes.

Alors que la crise syrienne entre dans sa neuvième année, nous entrons dans une nouvelle année d'absence d'attribution des responsabilités pour les auteurs des

divers crimes commis en Syrie. La crise syrienne a donné lieu à de graves violations du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire, dont certaines, notamment les allégations d'utilisation d'armes interdites par la communauté internationale telles que les armes chimiques, sont constitutives de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité.

M. Ten-Pow (Guyana), Vice-Président, assume la présidence.

Face aux violations incessantes et à l'absence de responsabilisation en Syrie, l'État du Koweït a appuyé la création du Mécanisme dès le départ. Nous avons été parmi les pays qui ont voté pour la résolution 71/248, qui a créé le Mécanisme. Nous avons volontairement contribué à son budget, car nous pensons que les personnes qui ont commis des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité contre le peuple frère syrien doivent être tenues responsables. Il ne peut y avoir de paix durable et inclusive en Syrie sans garantir la justice et sans que les personnes qui ont commis ces crimes ne répondent de leurs actes.

Nous condamnons toutes les violations des droits de l'homme par toutes les parties. Nous pensons que celles et ceux qui s'en prennent aux civils de quelque manière que ce soit, que ce soit par des frappes aériennes, des tirs d'artillerie, des armes chimiques, des enlèvements forcés, des assassinats délibérés ou en ciblant des établissements civils et de santé, doivent être tenus responsables de leurs crimes. Malheureusement, l'impunité est généralisée dans le conflit syrien, entraînant les violations les plus odieuses et les plus flagrantes de tous les principes du droit international des droits de l'homme, du droit international humanitaire et des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité.

Nous avons constaté que le Mécanisme a récemment intensifié ses activités et ses efforts pour pouvoir s'acquitter de sa tâche, notamment coopérer avec d'autres entités indépendantes, telles que l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, dans le but d'échanger des informations en vue de rendre justice. Nous voudrions saisir cette occasion pour renouveler notre appui aux efforts déployés par le Mécanisme pour que les responsables des crimes commis en Syrie répondent de leurs actes. Nous pensons qu'il importe que le Mécanisme soit financé par le budget ordinaire de l'ONU.

Enfin, nous réaffirmons qu'il ne peut y avoir de solution militaire à la crise syrienne. Seule une solution fondée sur la résolution 2254 (2015) du Conseil de sécurité et sur le Communiqué de Genève de 2012 (S/2012/522, annexe) permettra au peuple syrien de réaliser ses aspirations légitimes grâce à un règlement politique convenu par toutes les parties prenantes et qui préservera l'unité, l'indépendance et la souveraineté du pays.

M. Arbeiter (Canada) (parle en anglais) : Je voudrais remercier M^{me} Marchi-Uhel de son exposé d'aujourd'hui, ainsi que le Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables de la présentation de son troisième rapport à l'Assemblée générale (voir A/73/741).

Je tiens tout d'abord à réaffirmer l'appui solide du Canada au Mécanisme et à l'action importante qu'il mène dans sa quête de justice et d'établissement des responsabilités. Les crimes commis en Syrie, y compris l'utilisation d'armes chimiques, constituent une violation flagrante des normes et règles que la communauté internationale a mises en place. L'impunité pour les crimes commis en Syrie est inacceptable. Nous ne devons pas laisser ce qu'il se passe en Syrie devenir la norme.

Le Canada considère le Mécanisme comme un outil essentiel pour veiller à ce que les auteurs des crimes les plus graves, notamment les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité, soient tenus responsables. Nous sommes convaincus que l'action menée par le Mécanisme finira par rendre justice aux victimes et qu'elle contribuera également de manière plus générale aux efforts de justice de transition qui seront ultérieurement déployés en Syrie. Nous avons pris bonne note des recommandations formulées dans le rapport.

En février, le Canada a eu le plaisir d'annoncer qu'il allouera 1,5 million de dollars supplémentaire au Mécanisme, ce qui porte notre contribution totale à 2,9 millions de dollars. Le Canada appelle les États à continuer d'appuyer l'action cruciale menée par le Mécanisme, notamment en fournissant des contributions volontaires pour 2019 et en appuyant son inclusion dans le budget ordinaire de l'ONU en 2020.

(l'orateur poursuit en français)

Nous sommes déterminés à demander des comptes à tous les auteurs de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité et à continuer de défendre les droits des civils touchés par le conflit qui dévaste la Syrie. Le Canada discute actuellement de modalités de coopération et d'échange d'informations. Le Canada félicite également le Mécanisme pour son travail dans le domaine de la protection des témoins.

Nous sommes heureux de noter que le soutien au Mécanisme continue de croître. Le nombre croissant de demandes d'assistance émanant d'unités nationales chargées des crimes de guerre depuis avril 2018 – en vue d'appuyer des enquêtes et des poursuites en cours – démontre la nécessité de ce mécanisme et le travail de qualité qu'il réalise.

Une justice impartiale est un élément indispensable afin de parvenir à une paix durable en Syrie. Encore aujourd'hui, les Syriens font l'objet d'arrestations et de détentions arbitraires, commises en majorité par le régime syrien. Le Canada appelle toutes les parties au conflit à respecter les droits des civils et à se conformer au droit international humanitaire. De plus, de nombreux Syriens sont dépourvus de documents civils, indispensables pour effectuer leurs activités quotidiennes, et de services de base adéquats.

En outre, la saisie des propriétés et les démolitions se poursuivent, ce qui empêchera de nombreux réfugiés et personnes déplacées de retourner dans les foyers qu'ils ont abandonnés pendant le conflit. Finalement, les hostilités en cours, comme indiqué dans le dernier rapport de la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne (A/HRC/40/70), nuisent au retour sûr et durable de millions de personnes déplacées et de réfugiés.

Les actions du Canada reflètent notre conviction qu'une paix durable en Syrie exige que justice soit rendue aux victimes des crimes commis pendant le conflit. Les Syriens ont besoin de l'appui de la communauté internationale et continueront à en avoir besoin dans les années à venir. Pour ces raisons, le Canada exhorte tous les États Membres à soutenir le travail important accompli par le Mécanisme.

M. Simonoff (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Les États-Unis se félicitent de la présentation du troisième rapport du Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis

mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables (voir A/73/741). Nous sommes fiers d'appuyer les travaux du Mécanisme et nous tenons à le féliciter pour les progrès qu'il a réalisés à ce jour.

Je tiens en particulier à féliciter M^{me} Catherine Marchi-Uhel, Cheffe du Mécanisme, et M^{me} Michelle Jarvis, la Cheffe adjointe, pour les efforts importants qu'elles déploient pour intensifier les activités du Mécanisme, raison pour laquelle les États-Unis ont récemment annoncé leur intention de fournir 2 millions de dollars supplémentaires à l'appui du Mécanisme, en plus de la contribution de 350 000 dollars que nous avons fournie l'année dernière. L'attachement des États-Unis à l'application du principe de responsabilité en Syrie est inébranlable, car sans cela, la paix que nous recherchons – la paix stable, juste et durable que le peuple syrien mérite – restera hors de portée.

Outre nos contributions volontaires, j'ai le plaisir d'annoncer aujourd'hui que les États-Unis appuieront également le financement du Mécanisme à partir du budget ordinaire de l'ONU au moyen des contributions des États Membres. Nous exhortons tous les États Membres à appuyer le financement du Mécanisme à partir du budget ordinaire, par l'intermédiaire de la Cinquième Commission et, en dernier lieu, de l'Assemblée générale, afin que ses importants travaux reposent sur une assise financière solide. Les États-Unis voudraient également souligner qu'il importe de maintenir la discipline budgétaire en réaffectant les ressources dans le budget ordinaire de l'ONU lors de l'intégration du Mécanisme.

Dans les années qui ont suivi le lancement de ses travaux, le Mécanisme a réalisé des progrès impressionnants dans l'exécution de son mandat consistant à recueillir, regrouper, préserver et analyser les éléments de preuve attestant de violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme et d'atteintes à ces droits. Les États-Unis se félicitent de la détermination du Mécanisme à tenir compte, dans sa quête de justice et d'application du principe de responsabilité, des voix des femmes et des filles syriennes. Les États-Unis se félicitent également de la vaste coopération entre les États Membres, la société civile et les mécanismes multilatéraux, notamment la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne et le Mécanisme.

De concert avec la société civile, la communauté internationale s'est engagée dans une démarche solide et globale qui, à terme, pourra rendre justice aux milliers

de victimes des atrocités commises par le régime d'Assad. Le Mécanisme réalise des progrès inestimables dans ses enquêtes structurelles et dans ses travaux de constitution de dossiers, qui sont le fondement des affaires pénales. Les États-Unis espèrent que ces informations seront disponibles pour appuyer de nouvelles poursuites, lorsqu'il y a compétence, conformément au droit international.

Les récentes arrestations de responsables du régime d'Assad en Allemagne et en France démontrent le rôle précieux que les preuves documentaires extérieures peuvent jouer pour appuyer les processus judiciaires à l'extérieur de la Syrie. Des preuves documentaires extérieures ont joué un rôle crucial dans l'action civile intentée devant le tribunal de district des États-Unis de Washington, qui a jugé le régime d'Assad civilement responsable de l'exécution extrajudiciaire de la journaliste américaine Marie Colvin.

Il est également nécessaire de veiller à ce que les responsables de l'emploi d'armes chimiques en Syrie répondent de leurs actes. Par exemple, les États membres de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) ont voté à une écrasante majorité l'année dernière pour donner à l'Organisation des outils supplémentaires face à l'utilisation d'armes chimiques, y compris les moyens d'identifier les auteurs d'attaques à l'arme chimique en Syrie. Il s'agit là d'un progrès important pour amener ceux qui utilisent des armes chimiques en Syrie à rendre des comptes.

Les États-Unis appuient fermement les dispositions de l'OIAC en matière d'attribution. Nous attendons avec intérêt que sa nouvelle équipe d'enquête et d'identification devienne pleinement opérationnelle et commence son travail pour identifier les auteurs de l'utilisation d'armes chimiques en Syrie dans les cas où il a été établi que des armes chimiques ont été, à coup sûr ou très probablement, employées.

Il y a huit ans, aux revendications pacifiques des Syriens qui demandaient le respect de leurs libertés et droits fondamentaux, le régime d'Assad a choisi de répondre par des barils d'explosifs, des armes chimiques, la famine, la violence sexuelle, la torture, la détention arbitraire et le refus de garantir un procès équitable. Les nombreux rapports de l'ONU ont recensé à maintes reprises ces actes, dont certains peuvent constituer des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre commis par le régime.

Les États-Unis continueront de fournir l'appui politique, diplomatique et financier indispensable pour que les atrocités commises en Syrie soient suivies de véritables conséquences pour leurs auteurs, que leurs victimes soient les milliers de personnes détenues arbitrairement dans les geôles d'Assad, celles qui ont été frappées ou tuées par des attaques aveugles aux barils d'explosifs ou à l'arme chimique ou les nombreux civils qui, à Homs, à Alep, à Daraya et dans la Ghouta orientale, ont été soumis à la tactique du régime consistant à affamer les populations pour les amener à se rendre. De concert avec ses alliés et partenaires, les États-Unis demeurent déterminés à faire répondre de leurs actes les auteurs des atrocités commises en Syrie.

Il est profondément regrettable que le Conseil de sécurité n'ait pas été en mesure de trouver un consensus sur les moyens d'assurer l'application du principe de responsabilité pour le peuple syrien. Les États-Unis remercient les membres de l'Assemblée générale du rôle qu'ils ont joué dans la création du Mécanisme et l'établissement de son mandat. Toute tentative de saper le Mécanisme en prétendant que l'Assemblée générale a outrepassé son autorité en le mettant en place est sans fondement. Nous rejetons catégoriquement les arguments selon lesquels le Mécanisme a été créé en violation de la Charte des Nations Unies.

Le Mécanisme est une entité vitale qui contribuera à fournir aux procureurs et aux enquêteurs les éléments de preuve dont ils ont besoin pour présenter leurs arguments durant les procès, ce qui permettra de rendre un tant soit peu justice aux nombreuses victimes des atrocités commises par le régime d'Assad. Le peuple syrien doit être entendu et chaque Syrien doit avoir la possibilité de demander justice. La responsabilité et la justice sont essentielles aux efforts déployés par la communauté internationale pour veiller à ce qu'un processus politique durable mené sous l'égide de l'ONU en Syrie puisse prendre racine.

M^{me} Chatardová (République tchèque) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord exprimer la gratitude de mon pays à M^{me} Catherine Marchi-Uhel pour sa présentation des rapports et sa conduite du Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables. Les trois rapports présentés par le Mécanisme à ce jour nous ont permis de mieux comprendre son processus préparatoire et les premières

mesures prometteuses qu'il a prises depuis sa création en 2016.

L'examen simultané de deux rapports successifs présente un net avantage : il nous permet d'avoir une vue d'ensemble plus large des progrès réalisés au cours de toute la période considérée. La République tchèque se félicite que le Mécanisme s'acquitte de son mandat de manière globale et cohérente, comme le montrent les rapports.

Nous voudrions formuler quelques observations sur les deuxième et troisième rapports (voir A/73/295 et A/73/741) du Mécanisme. Nous notons avec satisfaction que le Mécanisme continue de mettre clairement l'accent sur ses efforts de collecte et d'analyse. Nous considérons que les enquêtes structurelles constituent un élément pertinent de ces efforts, comme indiqué dans les rapports, pour établir les responsabilités pénales individuelles dans le cas des crimes les plus graves commis en Syrie.

Comme nous l'avons signalé l'année dernière (voir A/72/PV.100), il est extrêmement important d'accorder la plus grande attention au respect des normes du droit pénal en ce qui concerne le traitement des preuves de violations relevant du mandat du Mécanisme. Il serait certainement intéressant de voir si l'on pourrait utiliser plus largement les connaissances acquises sur la base des enquêtes structurelles. Par exemple, ces connaissances, si elles étaient partagées, pourraient-elles être utiles dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée?

Par ailleurs, nous nous félicitons que le Mécanisme soit prêt, même à ce stade précoce de son fonctionnement, à procéder à un examen et à tirer les enseignements des réponses qu'il a apportées aux premières demandes d'assistance. Ce serait de toute évidence un atout et nous attendons avec intérêt les résultats d'un tel examen. Le nombre croissant de demandes d'assistance montre clairement que le rôle du Mécanisme est important, utile et pertinent en termes pratiques.

Enfin, la République tchèque a contribué à titre volontaire au budget du Mécanisme et s'est engagée à le faire également pour l'année prochaine. Dans le même temps, nous appuyons fermement son financement au titre du budget ordinaire de l'ONU, ce qui est une condition préalable évidente pour son financement prévisible et durable à l'avenir.

M. García Moritán (Argentine) (*parle en espagnol*) : Je voudrais tout d'abord exprimer mes

remerciements pour l'organisation de la présente séance de l'Assemblée générale afin d'examiner le troisième rapport du Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables (voir A/73/741).

Ma délégation félicite M^{me} Catherine Marchi-Uhel, Cheffe du Mécanisme, du travail qu'elle a accompli et la remercie des informations qu'elle a fournies ce matin. À cet égard, l'Argentine réaffirme que les violations graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises par toutes les parties pendant le conflit en Syrie doivent faire l'objet d'enquêtes appropriées et que leurs auteurs doivent être poursuivis devant les instances nationales compétentes ou les mécanismes internationaux applicables.

C'est pourquoi l'Argentine a voté pour la résolution 71/248, car elle permet d'assurer la préservation des éléments de preuve et rend possible à l'avenir une application effective du principe de responsabilité, tout en réaffirmant que la compétence première pour les faits qui se sont produits pendant le conflit en Syrie et l'obligation d'enquêter à leur sujet relèvent des tribunaux syriens.

En ce qui concerne le financement du Mécanisme et son inscription au budget ordinaire de l'ONU pour 2020, nous continuons de penser qu'un outil de responsabilisation au sein de l'ONU doit être financé au titre du budget ordinaire de l'Organisation, afin d'en garantir l'impartialité et l'indépendance.

Aussi l'Argentine espère-t-elle recevoir la proposition détaillée mentionnée au paragraphe 44 du troisième rapport du Mécanisme (voir A/73/741), qui devra être examinée par les organes compétents de l'Organisation, à savoir le Comité consultatif sur les questions financières, budgétaires et administratives, le Comité du programme et de la coordination et la Cinquième Commission, conformément aux procédures établies pour l'approbation du budget. En outre, mon pays estime qu'une telle proposition doit tenir compte de la nécessité de garantir l'impartialité et l'indépendance du Mécanisme, ainsi que de la situation financière très compromise dans laquelle se trouve actuellement l'ONU.

En vertu du droit international humanitaire, les attaques qui prennent pour cible des civils, des écoles,

des biens culturels et des lieux de culte, de même que le fait d'entraver l'accès de l'aide humanitaire, constituent une violation du droit international. Dans ce contexte, nous invitons les États qui ne l'ont pas encore fait à adhérer à la Déclaration sur la sécurité dans les écoles, une initiative codirigée par la Norvège et mon pays, qui vise à renforcer l'appui politique à la protection et à la poursuite de l'éducation dans les situations de conflits armés.

Dans toutes les discussions consacrées à la Syrie, l'Argentine a déclaré que le conflit ne pourra être réglé que par la voie politique et non militaire, ce que le Conseil de sécurité a également reconnu. L'Argentine renouvelle son appel à la communauté internationale pour qu'elle s'efforce de préserver la paix et la sécurité, en évitant toute action propre à attiser les tensions, et plaide également pour la poursuite du dialogue dans le cadre des engagements internationaux existants.

Enfin, je tiens à réaffirmer que l'Argentine appuie la souveraineté, l'indépendance, l'unité et l'intégrité territoriale de la République arabe syrienne.

M. Delattre (France) : Le conflit syrien a fait près de 500 000 morts, des dizaines de milliers de disparus et des millions de déplacés. Des violations continuent d'être commises, notamment dans les zones contrôlées par le régime ou dans les zones dont il a repris le contrôle récemment. Tous les efforts doivent être faits pour que justice soit rendue à toutes ces victimes. Ce premier débat de l'Assemblée générale est l'occasion de le réaffirmer avec force.

Je voudrais d'abord saluer chaleureusement le professionnalisme de M^{me} Catherine Marchi-Uhel, et les avancées importantes déjà obtenues par le Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables, qu'elle dirige.

Les défis sont nombreux, nous le savons, notamment le défi organisationnel et technologique que représentent la masse et la diversité des éléments de preuve à organiser. La soutenabilité budgétaire est un autre enjeu : pour cela, le transfert sur le budget ordinaire, recommandé par le Secrétaire général à partir de 2020, est indispensable, et d'ici là, la France renouvellera sa contribution financière pour l'année 2019. Le mécanisme a relevé ces défis et produit des résultats, avec deux dossiers pénaux constitués, ainsi qu'une

coopération accrue avec les juridictions compétentes sur la Syrie.

Je voudrais adresser aujourd'hui trois appels dans l'objectif de progresser encore ensemble. Mon premier appel, en forme d'hommage, s'adresse aux acteurs syriens comme Anwar al-Bunni, lauréat du prix franco-allemand des droits de l'homme, et Mazen Darwish, qui poursuivent leur tâche essentielle de documentation des crimes. Nous saluons leur courage et les invitons à continuer à coopérer avec le Mécanisme.

Mon deuxième appel s'adresse aux mécanismes onusiens, dont la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne, ainsi qu'à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et à tout autre mécanisme, pour qu'ils coopèrent pleinement avec le Mécanisme, dans le cadre de leurs mandats respectifs. C'est la condition pour que le Mécanisme puisse jouer pleinement son rôle. Il opère au cœur d'un réseau d'acteurs œuvrant de manière complémentaire à un même objectif, celui de la lutte contre l'impunité, y compris pour l'utilisation d'armes chimiques. Alors utilisons-le, et servons-le en lui remettant les informations pertinentes dont nous disposons.

Mon troisième appel s'adresse à tous les États concernés par la lutte contre l'impunité en Syrie, pour qu'ils soutiennent le Mécanisme. Il s'agit de formaliser des accords de coopération avec le Mécanisme, ce que la France s'apprête à faire. Nous invitons aussi les juridictions nationales, lorsqu'elles sont compétentes, à se saisir des crimes commis en Syrie. En France et en Allemagne, comme le sait l'Assemblée, des mandats d'arrestations ont été émis et trois responsables du renseignement syrien ont été arrêtés. La coopération juridictionnelle a joué un rôle essentiel. Nous encourageons les juridictions compétentes à travailler ensemble, pour échanger les informations et mutualiser les moyens, en s'appuyant sur le Mécanisme.

Pour finir, je voudrais réaffirmer une évidence : la justice est une condition de la paix et de la stabilisation de la Syrie comme de la région. Il ne peut y avoir de retour des réfugiés et déplacés chez eux sans confiance. La justice et le respect des droits fondamentaux sont essentiels à ce retour de la confiance. À ce jour, il faut le redire, les conditions politiques et sécuritaires ne sont pas réunies pour permettre le retour volontaire des déplacés et des réfugiés dans des conditions sûres et dignes, sous l'égide des Nations Unies.

Nous devons enfin conjuguer tous nos efforts, en soutien à ceux du Mécanisme, mais aussi à ceux de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie, M. Geir Pedersen, pour parvenir à une solution politique sur la base de tous les éléments de la résolution 2254 (2015). Nous soutenons à cet égard les efforts de l'Envoyé spécial pour obtenir des progrès sur la question des détenus et des personnes disparues, en vue de la mise en place de l'environnement neutre, tel que demandé par le Communiqué de Genève (A/66/865, annexe). Des avancées irréversibles et crédibles vers une solution politique conditionnent la reconstruction du pays. Il s'agit d'une position de l'Union européenne, réitérée à l'occasion de la troisième Conférence de Bruxelles sur l'aide à apporter pour l'avenir de la Syrie et des pays de la région dans son communiqué conjoint avec l'ONU.

M. Galbavy (Slovaquie) (*parle en anglais*) : Je remercie la Présidente d'avoir convoqué ce débat officiel. Je remercie également M^{me} Catherine Marchi-Uhel, Cheffe du Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables, d'avoir présenté les deuxième et troisième rapports consacrés à l'exécution du mandat du Mécanisme (voir A/73/295 et A/73/741).

La Slovaquie s'associe à la déclaration qui a été prononcée par le représentant de la Croatie.

La Slovaquie accueille avec satisfaction les deuxième et troisième rapports sur le fonctionnement du Mécanisme, couvrant la période allant du 1^{er} février 2018 au 31 janvier 2019. Dans sa résolution 71/248, l'Assemblée générale a décidé de prendre des mesures face aux informations de plus en plus nombreuses selon lesquelles des crimes atroces étaient commis sur le territoire syrien sans que rien ne soit fait concrètement, notamment dans le domaine de l'établissement des responsabilités. L'Assemblée générale a insisté sur le fait que le processus politique qui serait engagé pour mettre fin à la crise en Syrie devrait faire en sorte que les responsables de violations graves du droit international humanitaire commises dans le pays rendent véritablement compte de l'ensemble de leurs actes.

Le conflit en Syrie étant à présent entré dans sa neuvième année, un mécanisme à même de fonctionner à toute sa pertinence. Il faut veiller à ce que l'établissement

des responsabilités, accompagné de l'application d'une démarche axée sur les victimes, fasse partie intégrante de toute solution durable au conflit dans le pays. Les enquêtes structurelles menées par le Mécanisme sont bien placées pour faire la lumière sur l'évolution de la situation dans le territoire syrien et pour aider à broser un tableau complet des atrocités commises.

Le Mécanisme est une structure pionnière dans le cadre des efforts internationaux visant à établir les responsabilités. En recueillant, analysant et préservant les éléments de preuve, il permettra de faciliter les procédures pénales pendantes ou futures menées par les autorités nationales, ainsi que par les tribunaux régionaux ou internationaux. En exigeant de la juridiction destinataire qu'elle respecte les règles et principes du droit international des droits de l'homme, notamment le droit à un procès équitable, le Mécanisme contribuera au renforcement de l'état de droit et au respect des garanties d'une procédure régulière.

Les 14 demandes d'assistance émanant de services nationaux chargés des crimes de guerre qui ont été reçues au cours des périodes considérées dans les deuxième et troisième rapports ont démontré l'utilité du Mécanisme. En ce qui concerne l'utilisation des éléments de preuve recueillis par le Mécanisme, les autorités nationales doivent envisager tous les motifs de compétence possibles.

Pour tirer pleinement parti du potentiel du Mécanisme, les États doivent l'aider à s'acquitter de son mandat. En outre, la coopération du Mécanisme avec l'ONU et d'autres organismes internationaux est de la plus haute importance. À cet égard, la Slovaquie se félicite de la collaboration du Mécanisme avec la Commission internationale indépendante d'enquête sur la République arabe syrienne et avec l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, ainsi qu'avec d'autres organisations internationales et non gouvernementales.

La mise en place d'un mécanisme de responsabilisation est une tâche difficile. Par conséquent, nous voudrions remercier M^{me} Marchi-Uhel et son équipe pour tout le travail accompli pour rendre le Mécanisme opérationnel. Nous pensons que son système de gestion de l'information et des éléments de preuve très moderne pourrait devenir la norme pour d'autres tribunaux internationaux ou mixtes et mécanismes d'enquête.

Même si beaucoup a été accompli, le fonctionnement à long terme, stable et durable du Mécanisme

continue de se heurter à un obstacle de taille. Nous prenons note avec satisfaction des contributions volontaires faites par un large éventail d'États, y compris deux contributions faites par mon pays, mais en l'absence d'un financement par le budget ordinaire de l'ONU, les travaux du Mécanisme risquent d'être compromis. Par conséquent, nous appuyons fermement l'inclusion du financement du Mécanisme dans le budget ordinaire de l'ONU, à partir de 2020.

Pour terminer, la Slovaquie continuera d'apporter un appui ferme au Mécanisme. Nous sommes convaincus que traduire en justice les auteurs de crimes internationaux est une condition fondamentale du règlement de tout conflit et des efforts de réconciliation qui s'ensuivent. Il s'agit d'un avertissement permanent à tous les auteurs potentiels de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, partout dans le monde, que leurs actes ne resteront pas impunis.

M. Lauber (Suisse) : Le conflit armé en Syrie vient juste d'entrer dans sa neuvième année. Il a causé plusieurs centaines de milliers de morts parmi la population civile, des flux de réfugiés énormes et des destructions considérables. Les hostilités persistent et continueront tant qu'une solution politique ne sera pas trouvée. Le Conseil de sécurité est resté paralysé face aux crimes de droit international commis en Syrie. Par contre, l'Assemblée générale a suivi un impératif moral quand elle a créé, en 2016, le Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables.

La Suisse tient à féliciter le Mécanisme pour les progrès accomplis dans tous les domaines relevant de son mandat. Il est également très positif, qu'au cours de la période considérée, ses travaux aient abouti à l'ouverture de deux dossiers ainsi qu'à une coopération accrue avec les juridictions nationales qui enquêtent sur certains des crimes les plus graves commis en Syrie. Qu'il me soit permis de saisir cette occasion pour mentionner qu'un processus est actuellement en cours en Suisse pour modifier le cadre législatif relatif à l'entraide pénale internationale, dans le but notamment de permettre la coopération avec le Mécanisme et d'autres institutions pénales non étatiques.

Je voudrais également mentionner le rôle crucial joué par les organisations de la société civile syrienne dans la documentation des crimes commis en Syrie. Sans

accès au territoire pour les institutions internationales telles que le Mécanisme ou la Commission d'enquête du Conseil des droits de l'homme, la société civile syrienne joue un rôle clef pour assurer l'établissement futur de la responsabilité des auteurs de violations. C'est pourquoi la Suisse et les Pays-Bas – par le biais du processus de Lausanne – facilitent la coopération entre le Mécanisme et les organisations non gouvernementales syriennes.

Depuis sa création, la Suisse a soutenu le Mécanisme à hauteur d'environ 2,4 millions de dollars. Étant donné que la lutte contre l'impunité en Syrie est un effort à long terme, il est vital pour le Mécanisme d'établir un modèle de financement durable. C'est pourquoi la Suisse soutient fermement l'inclusion du financement du Mécanisme dans le budget ordinaire de l'ONU pour 2020. En attendant 2020, nous encourageons les États à continuer de soutenir le Mécanisme par le biais de contributions volontaires.

En conclusion, la Suisse, en tant qu'État Membre ainsi qu'État hôte, continuera à apporter son soutien au Mécanisme et invite tous les États Membres à faire de même. Les victimes en Syrie comptent sur notre engagement pour la justice et la paix en Syrie.

Mme Blokar Drobič (Slovénie) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, ma délégation s'associe aux déclarations faites ce matin par les représentants de la Croatie et du Liechtenstein. Je voudrais faire les observations suivantes à titre national.

Après plus de huit années de destruction et d'une situation humanitaire catastrophique en Syrie, les responsabilités n'ont toujours pas été établies et la justice n'a pas été rendue pour les crimes les plus graves au regard du droit international. La Slovénie continue d'appuyer un règlement politique en Syrie sous l'égide de l'ONU, conformément à la résolution 2254 (2015) du Conseil de sécurité et au Communiqué de Genève de 2012 (A/66/865, annexe). Une solution politique est la seule option permettant de mettre fin au conflit et de rétablir l'avenir de la Syrie dans l'intérêt de toute la population syrienne.

Il est essentiel de mettre fin à l'impunité pour garantir le relèvement de la société syrienne déchirée par la guerre. Il est impossible d'instaurer une paix pérenne et de parvenir à la réconciliation si l'impunité permet aux auteurs de ces crimes de continuer à torturer leurs victimes. L'impunité est un des principaux obstacles à la prévention des violations graves et systématiques des droits de l'homme. L'une des priorités de

la Slovénie est la promotion de la justice pénale internationale, dans le but de mettre fin à l'impunité pour les crimes les plus graves.

Sur la voie de la justice, nous avons connu quelques succès, mais plusieurs défis persistent. Nous estimons que le Mécanisme est une pièce maîtresse dans la lutte contre l'impunité, non seulement dans cette situation particulière, mais aussi en général. Sa création constitue un engagement collectif de la part des Membres de l'ONU de contribuer à établir, de façon crédible et exhaustive, les responsabilités pour les crimes commis pendant le conflit en Syrie.

Nous constatons avec satisfaction que le Mécanisme est opérationnel et qu'il a déjà pu répondre aux demandes d'éléments de preuve dans les affaires portées devant des tribunaux nationaux. Nous estimons que ses travaux permettront d'améliorer les résultats, d'un point de vue tant qualitatif que quantitatif, au moment de fournir l'assistance nécessaire pour poursuivre en justice les auteurs des crimes les plus graves.

La Slovénie appuie le Mécanisme depuis sa création. À la troisième Conférence de Bruxelles sur l'aide à apporter pour l'avenir de la Syrie et des pays de la région, tenue en mars, nous avons coorganisé avec le Liechtenstein une manifestation parallèle sur le thème « Garantir la justice et une paix pérenne en Syrie ». La Slovénie continue également d'apporter un appui financier au Mécanisme. Même si le Mécanisme est toujours financé au moyen de contributions volontaires, nous notons avec satisfaction qu'il sera inscrit au budget ordinaire de l'ONU à partir de 2020. Financer le Mécanisme par le budget ordinaire marquera l'engagement véritable de la communauté internationale en faveur de la justice pour les victimes des crimes commis en Syrie.

Pour terminer, je voudrais remercier tous les membres du personnel du Mécanisme – notamment la Cheffe, M^{me} Catherine Marchi-Uhel – pour leur ardeur au travail. Nous les encourageons à poursuivre sur cette voie.

M. Pecsteen de Buytswerve (Belgique) : La Belgique s'associe aux déclarations faites par les représentants de la Croatie et du Liechtenstein. À l'occasion de ce débat, je souhaiterais également prendre la parole à titre national.

Après plus de huit années de conflit, les citoyens syriens ne sont toujours pas en paix. Ni dans leur pays, ni dans leur cœur. Face aux atrocités qui ont été commises en Syrie, mon pays est convaincu que réconciliation et

justice sont les deux balises qui doivent guider la population syrienne vers une paix inclusive et durable.

La communauté internationale a fait preuve d'ambition en créant des mécanismes innovants et efficaces pour répondre à l'urgence d'enrayer le cycle d'impunité qui règne en Syrie. Les premiers résultats de la mise en œuvre du Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables sont prometteurs, et nous adressons nos félicitations à M^{me} Marchi-Uhel et à son équipe.

Grâce à ce mécanisme, la réalité de la violence, des abus et des violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire n'est pas occultée. En quelques mois, le Mécanisme a récolté une quantité considérable de preuves, en collaboration avec diverses entités. Il a entamé un travail d'analyse minutieux et a ainsi déjà pu ouvrir deux dossiers. Il réalise ainsi un travail extrêmement important, et les preuves sont méthodiquement analysées, préservées et partagées afin que les auteurs répondent de leurs actes. Il convient de souligner en particulier que la compétence du Mécanisme s'étend aux crimes commis par les auteurs de tous bords.

L'attention particulière accordée aux violences sexuelles et sexistes et aux crimes commis contre les enfants doit être saluée. Cela est en effet essentiel pour une justice inclusive. Le rôle du Mécanisme dépasse la constitution de dossiers pénaux individuels. Grâce à son enquête structurelle, le contexte et les structures de pouvoir qui sous-tendent la commission des crimes sont mis en lumière.

Ne pas tolérer l'impunité pour les crimes les plus graves est une responsabilité partagée par toute la communauté internationale. En ce sens, nous saluons la coopération du Mécanisme avec la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne du Conseil des droits de l'homme, l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, la société civile et les instances judiciaires nationales.

Ce mercredi 24 avril, le Parlement belge devrait d'ailleurs adopter une mise à jour de sa législation sur la coopération avec les juridictions pénales internationales. Cette modification, qui devrait entrer en vigueur au mois de juin, permettra aux autorités judiciaires nationales de collaborer étroitement avec le Mécanisme

et de faire progresser les dossiers judiciaires ouverts en Belgique pour des faits commis en Syrie.

La Belgique se réjouit du succès de la troisième Conférence de Bruxelles sur l'aide à apporter pour l'avenir de la Syrie et des pays de la région, lors de laquelle l'importance de la responsabilité pour les crimes les plus graves a été rappelée. Il est clair que les États sont de plus en plus conscients du fait que la redevabilité doit faire partie intégrante de chaque processus politique en Syrie.

Pour constituer des dossiers pénaux, il est essentiel que le Mécanisme ait accès à toute information pertinente. Ceci inclut les informations précieuses récoltées par le Mécanisme d'enquête conjoint de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et de l'Organisation des Nations Unies. Nous espérons vivement que ces données pourront être transmises dans les meilleurs délais au Mécanisme.

Malgré ces premiers mois remarquables, le succès du Mécanisme sur le long terme reste conditionné à un financement stable et durable. Nous encourageons les États à soutenir la proposition du Secrétaire général d'inscrire le Mécanisme au budget ordinaire de l'ONU pour 2020 et à continuer à envisager de contribuer volontairement au Mécanisme pour l'année 2019.

Pour sa part, la Belgique est un des grands contributeurs au Mécanisme, avec une contribution à hauteur d'environ 1,6 million de dollars depuis 2017. Mon pays souhaite continuer à manifester son engagement sans faille dans la lutte contre l'impunité pour les crimes internationaux les plus graves commis en Syrie depuis mars 2011.

La population syrienne ne pourra envisager son futur tant que l'impunité restera la norme. Mon pays continuera à soutenir ces initiatives qui permettent à la redevabilité, à la réconciliation et à la justice de gagner du terrain en Syrie.

M. Sinirlioglu (Turquie) (*parle en anglais*) : Je souhaite chaleureusement la bienvenue à M^{me} Marchi-Uhel et je remercie la Présidente d'avoir convoqué le premier débat officiel sur le rapport du Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 (voir A/73/741).

Avant de parler du Mécanisme, je voudrais revenir sur les événements qui ont conduit à la séance d'aujourd'hui.

Le 15 mars 2011, le peuple syrien a surmonté sa crainte et s'est soulevé contre la dictature. Il a payé un lourd tribut dans sa quête de liberté et de dignité et enduré des souffrances indescriptibles. Les atrocités et les crimes commis par le régime syrien contre son propre peuple ont pris diverses formes au cours des huit dernières années, notamment des bombardements aériens de toutes sortes, y compris l'emploi de bombes incendiaires et à sous-munitions interdites et d'armes chimiques; la torture psychologique et physique des opposants et des membres de leurs familles, y compris des femmes et des enfants; les détentions arbitraires et les enlèvements; les sévices sexuels; et les sièges prolongés bloquant l'accès à l'aide humanitaire et médicale.

L'attaque chimique qui a tué des dizaines de civils innocents à Douma l'année dernière fut un autre rappel sombre et arrogant des conséquences de l'impunité. La présente séance nous offre une importante occasion de dire aux Syriens que des comptes seront rendus pour la douleur, les pertes et le malheur qu'ils ont subis.

La création du Mécanisme a montré le ferme attachement des États Membres à garantir l'application du principe de responsabilité pour les crimes commis en Syrie. La responsabilisation est nécessaire non seulement pour administrer la justice, mais également pour garantir la réconciliation entre Syriens. Une transition politique véritable et une nouvelle Syrie ne pourront être construites que si la page est tournée et si la population est convaincue que justice sera rendue.

Comptant parmi les coauteurs de la résolution 71/248 qui a porté création du Mécanisme, nous appuyons fermement ce dernier en tant qu'unique organe créé par l'ONU pour garantir la responsabilisation pénale. Et à cette fin, nous avons versé 300 000 dollars au Mécanisme entre 2017 et 2019.

Nous félicitons M^{me} Marchi-Uhel de son dynamisme et des mesures qu'elle a prises, avec son équipe, pour opérationnaliser le Mécanisme. Nous saluons les progrès impressionnants qui ont été accomplis et l'accélération des opérations du Mécanisme dans tous les domaines de son mandat au cours de la période considérée.

Nous louons par ailleurs le renforcement de la coopération entre le Mécanisme et l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), la

Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne et la société civile. En collaboration avec la Commission d'enquête et l'OIAC, le Mécanisme a un rôle vital à jouer pour garantir que l'impunité ne prenne pas racine dans la Syrie d'après-conflit.

À cet égard, nous nous félicitons de la conclusion d'un memorandum d'accord entre le Mécanisme et l'OIAC. Il est crucial que le Mécanisme international, impartial et indépendant ait également accès aux informations collectées par le Mécanisme d'enquête conjoint de l'OIAC et de l'ONU afin de pouvoir s'acquitter pleinement de son mandat, conformément à la résolution 71/248. Les progrès accomplis dans la constitution d'un registre central de l'information et des preuves et le fait que deux dossiers aient été ouverts depuis 2018 montrent clairement que le Mécanisme a parcouru un long chemin depuis sa création. Les 14 demandes d'assistance adressées au Mécanisme par des services nationaux chargés des crimes de guerre en sont une preuve supplémentaire.

Cependant, compte tenu du travail exigeant qui se profile, un des problèmes principaux identifiés dans le rapport du Mécanisme est l'absence d'un financement régulier et durable. Un financement prévisible du Mécanisme doit être garanti au cours des années à venir pour lui permettre d'accomplir sa mission en toute indépendance. Nous sommes résolument pour que des ressources suffisantes soient allouées du budget ordinaire de l'ONU à partir de 2020.

La Turquie poursuivra ses efforts pour préserver la désescalade sur le terrain, remédier à la situation tragique du peuple syrien, appuyer vigoureusement les initiatives visant à garantir l'application du principe de responsabilité en Syrie, relancer le processus politique par la mise en place de la Commission constitutionnelle et parvenir à un règlement politique conformément à la résolution 2254 (2015) du Conseil de sécurité.

M^{me} Byrne Nason (Irlande) (*parle en anglais*) : L'Irlande est fière de s'associer aux déclarations faites tout à l'heure par les représentants de la Croatie et du Liechtenstein.

Cette année marque la neuvième année de la crise en Syrie, où nous continuons d'être les témoins de souffrances, de destructions et de déplacements effroyables. Neuf ans, c'est long. Nous savons tous que l'ampleur du défi humanitaire est énorme. La Syrie continue d'être au centre de la plus vaste intervention humanitaire de l'Irlande à une seule crise. Nous le faisons parce que c'est

nécessaire. En plus de fournir une aide humanitaire, nous n'avons cessé de mettre l'accent sur ce que nous estimons toujours être le besoin urgent de parvenir à un règlement politique via un processus politique dirigé et pris en mains par les Syriens sous l'égide de l'ONU car, pour nous, l'établissement des responsabilités est essentiel. Nous sommes d'avis qu'agir maintenant pour recenser les violations sera essentiel pour la responsabilisation à plus long terme.

Comme elle l'a été depuis le début, l'Irlande demeure un fervent défenseur du Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables. Nous estimons qu'il s'agit d'un instrument sans pareil, et que la nature de son travail est fondamentale. Le fait qu'il ait été créé pendant le conflit plutôt qu'à son terme est essentiel à sa nature.

L'Irlande salue le travail réalisé par M^{me} Marchi-Uhel et se félicite que le Mécanisme a déjà permis l'ouverture de deux dossiers et qu'il a reçu des demandes d'assistance technique de plusieurs États Membres. Le progrès accompli sur les priorités opérationnelles et politiques est aussi très positif. La collecte d'informations et d'éléments de preuve, l'appui aux systèmes de justice nationaux et la concertation avec la société civile sur le terrain sont essentiels pour ce travail fondamental. Nous nous félicitons aussi de l'accent placé sur le recueil des éléments de preuve concernant les crimes sexuels et à caractère sexiste, car ces crimes et leurs victimes sont trop souvent négligés. Comme l'Ambassadeur du Liechtenstein l'a dit avec éloquence ce matin, ceci a permis à des milliers et des milliers de victimes d'espérer et de croire qu'après tout, le monde n'est pas indifférent à leurs souffrances. Nous voudrions remercier le Liechtenstein en particulier de son engagement continu, de sa passion et de son appui au travail du Mécanisme depuis sa création en 2016.

Mais nous savons tous que les discours n'apportent pas grand-chose. L'Irlande appuie le Mécanisme par des actions concrètes, et pas seulement par des mots. Nous avons travaillé avec le Liechtenstein et le Qatar pour codiriger et parrainer la conférence d'annonce de contributions qui s'est tenue en novembre dernier à Genève, durant laquelle quelque 6,8 millions de dollars ont été promis. En 2017, l'Irlande a versé sa première contribution volontaire de 100 000 euros au Mécanisme, et l'année dernière nous avons doublé ce financement

en fournissant plus de 200 000 euros. Nous entendons renouveler notre appui financier au Mécanisme en 2019, avec au moins le même niveau de financement que l'année dernière. Toutefois, comme nous l'avons déjà dit, le travail crucial du Mécanisme ne devrait pas dépendre de contributions volontaires. L'Irlande est pleinement en faveur d'un financement du Mécanisme sur le budget ordinaire de l'ONU, et nous attendons avec intérêt de travailler avec tous les États Membres à cette fin.

Mon pays appuie également un large éventail d'autres mesures propres à garantir une pleine responsabilisation juridique pour tous les crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis en Syrie, y compris la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne créée par le Conseil des droits de l'homme, la Mission d'établissement des faits de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques en République arabe syrienne (OIAC), et le Mécanisme d'enquête conjoint OIAC-ONU. L'Irlande demande à nouveau que la situation en Syrie soit renvoyée à la Cour pénale internationale.

En conclusion, l'Irlande est d'avis que sans un établissement des responsabilités pour les crimes commis par toutes les parties, une réconciliation authentique ou une paix durable ne seront pas possibles en Syrie. Nous sommes convaincus que le peuple a droit à la justice et ce sont des instruments comme celui-ci qui peuvent aider à rendre cette justice. Je voudrais assurer l'Assemblée que l'Irlande est fermement déterminée à appuyer ce travail essentiel et nécessaire.

M. Kim Song (République populaire démocratique de Corée) (*parle en anglais*) : La délégation de la République populaire démocratique de Corée espère que notre débat au titre du point de l'ordre du jour « Prévention des conflits armés » sera une occasion importante de contribuer au respect des buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et du droit international, ainsi que d'appuyer et de promouvoir le processus visant à parvenir à un règlement politique de la question syrienne. La délégation de la République populaire démocratique de Corée voudrait saisir cette occasion pour clarifier sa position concernant le Mécanisme international impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables.

Premièrement, la création du Mécanisme et ses activités constituent une violation flagrante des

principes d'égalité souveraine, de respect de l'auto-détermination et de non-ingérence dans les affaires intérieures, qui sont des principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies et des relations internationales. Nous voudrions signaler que l'adoption de la résolution 71/248 sur la création du Mécanisme, n'a été ni transparente ni basée sur un consensus. Chacun sait que l'assistance technique juridique que fournit l'Organisation des Nations Unies à tout État Membre doit l'être en réponse à une demande émanant de l'État concerné, mais cette résolution a été adoptée sans consultation préalable avec la République arabe syrienne et sans son consentement. Ce que nous ne devons pas ignorer c'est que le Mécanisme, qui prône l'indépendance et l'impartialité, est en train de s'ingérer dans les affaires intérieures de la Syrie tout en basant son travail sur des informations fabriquées de toutes pièces par certains pays et sur leurs faux témoignages contre la République arabe syrienne. La création du Mécanisme est un exemple typique de politisation, de « deux poids, deux mesures » et de sélectivité s'agissant de questions des droits de l'homme. Rien ne peut justifier le fait qu'on permette à ce mécanisme illégal de mener ses activités sous l'égide de l'ONU ou que l'Organisation parraine et finance ses activités.

Deuxièmement, l'ONU doit appuyer et promouvoir le processus politique en Syrie, et la crise dans ce pays doit être réglée dans l'intérêt du peuple syrien. La stabilisation de la situation et le processus de paix en République arabe syrienne doivent être pilotés par les Syriens, sans ingérence de forces extérieures. L'ONU ne doit pas faire l'objet de pressions politiques ou financières de la part de certains pays, et doit préserver sa neutralité et sa crédibilité en tant que facilitateur du processus visant à parvenir à un règlement politique du problème.

En conclusion, la délégation de la République populaire démocratique de Corée souligne que, s'agissant de la question syrienne, les principes du respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du pays et de non-ingérence dans ses affaires intérieures doivent être strictement observés, et le problème traité de façon pacifique par des moyens politiques sans ingérence étrangère, conformément aux demandes des Syriens et à leurs intérêts.

M^{me} Melikbekyan (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : La Russie a voté contre la résolution 71/248. Nous considérons que le prétendu Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les

enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011, et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables, au nom duquel M^{me} Marchi-Uhel s'exprime à la présente séance, est illégitime et ne devrait pas exister. Le processus ayant mené à sa création s'est accompagné de violations si flagrantes du droit international que tout débat sur la validité juridique et la recevabilité de ses hypothétiques et prétendues preuves est une abjection. Il n'est guère possible, dans tout pays qui se respecte, d'engager des poursuites judiciaires sur la base des éléments de preuve recueillis par cette instance. Il est fort regrettable que l'Assemblée générale, au détriment de son propre prestige, perde du temps à débattre des travaux de cette entité et de son prétendu rapport (voir A/73/741), qui est d'ailleurs relativement confus et ne répond guère aux critères de responsabilité établis par le Mécanisme. Toutefois, le manque de transparence et de respect du principe de responsabilité n'est pas le plus gros problème du Mécanisme.

Premièrement, la Syrie n'a pas demandé à l'ONU de l'aider à enquêter sur les crimes commis sur son territoire. En outre, Damas a clairement indiqué qu'elle n'avait pas besoin d'une telle assistance. À cet égard, je voudrais rappeler le paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte des Nations Unies, qui dispose que l'Organisation n'est pas autorisée à intervenir dans les affaires qui relèvent de la compétence nationale d'un État. Cela s'applique également au système et aux règles de la procédure pénale, qui sera engagée sans l'ombre d'un doute en Syrie une fois que la paix aura été rétablie dans ce pays qui souffre depuis si longtemps.

Deuxièmement, les enquêtes pénales n'entrent pas dans les fonctions de l'Assemblée générale. Dans un certain nombre de cas, le Conseil de sécurité a créé des mécanismes dotés de fonctions d'enquête, conformément à sa responsabilité fondamentale s'agissant du maintien de la paix et de la sécurité internationales. L'Assemblée générale a pu parfois autoriser le Secrétaire général à tenir des pourparlers avec l'État concerné, pour autant que l'État en question y ait consenti au préalable. Mais lorsqu'elle a décidé de mettre en place un mécanisme axé

« sur l'apport d'éléments de preuve relatifs à des actes criminels spécifiques et sur les questions de fait concernant la responsabilité pénale des individus » (A/73/741, par. 25),

l'Assemblée générale a agi au-delà de sa compétence et outrepassé les pouvoirs qui lui sont conférés par

les Articles 10, 11, 12 et 22 de la Charte. La résolution 71/248 a été rédigée en secret et soumise à l'Assemblée générale sans le consentement de la République arabe syrienne. Sans l'accord exprès de la Syrie et en l'absence d'une résolution du Conseil de sécurité adoptée au titre du Chapitre VII de la Charte, la création de ce prétendu mécanisme porte gravement atteinte aux principes de l'égalité souveraine de tous les États Membres de l'ONU et de la non-ingérence dans leurs affaires intérieures, qui sont consacrés par l'Article 2 de la Charte.

Compte tenu de ces éléments, la résolution 71/248 est nulle et non avenue, et elle le restera. Par conséquent, toute action du Mécanisme ou du Secrétariat à la suite de l'adoption de la résolution ne relève ni du cadre de la Charte des Nations Unies ni du droit international. En particulier, comme mes collègues syriens l'ont indiqué, étant donné que la résolution 71/248 est en contradiction flagrante avec la Charte, le Mécanisme ne peut être considéré comme un organe subsidiaire créé par l'Assemblée générale et avoir un statut juridique. Il ne peut ni bénéficier des privilèges et immunités prévus par la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies ni avoir la faculté de conclure des accords avec des États ou toute autre entité, notamment les organisations internationales. Aucun de ces accords n'a force de loi. Qui plus est, il est hors de question de financer les activités du Mécanisme au titre du budget ordinaire de l'ONU.

Étant donné tout ce qui précède, aucun élément de preuve ou d'information recueilli, rassemblé, conservé ou analysé par le Mécanisme ne peut être utilisé dans une procédure pénale, tant au niveau national qu'au niveau international. Cela signifie que le travail du Mécanisme n'est rien d'autre qu'un stratagème politique, auquel les pays qui se présentent comme les défenseurs de l'humanité et de la justice ont mêlé l'ONU. La Fédération de Russie n'envisagera pas la possibilité de coopérer avec ce prétendu mécanisme.

M. Vieira (Brésil) (*parle en anglais*) : Je voudrais remercier M^{me} Marchi-Uhel pour son rapport (voir A/73/741) sur les activités du Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables, qui est à présent entièrement opérationnel. Non seulement le rapport souligne les progrès accomplis par le Mécanisme dans la préservation et la consolidation des éléments de preuve, mais il présente

également des informations utiles sur la coopération entre le Mécanisme et les juridictions nationales, ainsi que les institutions internationales.

En tant que pays fermement résolu à faire en sorte que les auteurs des crimes internationaux les plus graves répondent de leurs actes, le Brésil se félicite des efforts entrepris par le Mécanisme. La préservation des éléments de preuve est essentielle à la réalisation de notre objectif commun, à savoir traduire tous les auteurs de ces crimes en justice, et ce toujours dans le respect d'une procédure régulière. La légitimité des travaux du Mécanisme, et de ce fait notre espoir de responsabilisation future, repose sur une collecte impartiale et non sélective des éléments de preuve sur le terrain. Le Mécanisme ne doit pas se concentrer sur une partie au conflit en particulier, mais sur les valeurs supérieures qui nous empêchent de tolérer l'impunité pour ces crimes.

Le présent rapport précise que le Mécanisme partage des informations sous réserve qu'une évaluation établit que la juridiction destinataire respecte le droit international des droits de l'homme, notamment le droit à un procès équitable. Cet exercice important doit être complété par une autre analyse portant sur les limites et la portée de la compétence universelle. Il est

essentiel que le partage d'informations soit limité aux États qui ont un lien juridictionnel avec les crimes ou dans lesquels se trouve le criminel présumé, afin d'éviter des procès par contumace reposant sur des prétentions discutables à la compétence universelle.

Il est louable que le Mécanisme s'engage à suivre une démarche axée sur les victimes et à contribuer à des objectifs plus larges de justice transitionnelle. Ces deux aspects sont essentiels pour promouvoir l'objectif ultime consistant à éviter que des crimes internationaux graves ne se reproduisent. Ils sont également cruciaux pour parvenir à une solution politique indispensable au conflit syrien, sur la base des critères énoncés dans les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, notamment la résolution 2254 (2015), et dans la déclaration de Sotchi. Nous sommes convaincus que seul un processus politique mené sous l'égide de l'ONU, tout en étant pris en charge et conduit par le peuple syrien, permettra de mettre un terme à ce conflit.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Nous avons entendu le dernier orateur inscrit au débat de ce matin.

Nous poursuivrons cet après-midi, à 15 heures, dans cette même salle.

La séance est levée à 13 h 5.